

RD/

Arrêté n° 09I/37 du 24 juillet 1962 créant le  
Conseil Economique et Social Provincial.

- - - - -

Le Président du Gouvernement Provincial,

Vu la loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures de la République du Congo spécialement en son titre IV ;

Revu l'ordonnance n°41/240 du 19 mai 1959 instaurant les conseils de l'économie spécialement en ses articles 3 et 5 ;

Attendu que la relance économique de la Province requiert le concours de toutes les associations et personnes dont la défense économique est le but premier ;

Attendu qu'elles peuvent utilement servir dans le cadre du programme gouvernemental, à la défense et à l'extension des intérêts économiques provinciaux ;

Attendu qu'en matière de programmation économique toute discrimination doit être écartée ;

Sur proposition du Membre du Gouvernement Provincial chargé des affaires financières ;

Arrêté :

Article 1 : Il est constitué au chef-lieu de la Province Orientale un conseil consultatif dénommé "Conseil économique et social provincial".

Sa mission consiste à adresser au Gouvernement Provincial sous forme de rapports, toutes propositions ou avis relatifs aux problèmes économiques et sociaux de la Province.

Article 2 : Le conseil économique et social provincial sera présidé par le Président du Gouvernement Provincial ou le Vice-Président.

Il sera composé outre les Membres du Gouvernement Provincial chargés des Affaires Economiques, des Affaires Financières, de l'Agriculture, de la Coordination Economique, du Travail et Affaires Sociales, de six représentants du secteur privé (1) pour le commerce, l'industrie et l'agriculture ainsi que d'un représentant des syndicats.

Ces membres sont nommés par le Président du Gouvernement Provincial.

Le conseil peut se faire assister de toute personne qu'il estime nécessaire.

Il désigne son Secrétaire.

Article 3 : Les activités du conseil économique et social Provincial couvriront l'ensemble des problèmes sociaux et économiques ayant trait au commerce, à l'industrie et à l'agriculture.

Article 4 : Des sous-commissions seront créées à l'échelon district. Elles seront composées :

- du Commissaire de District ou du Commissaire de District Assistant qui assurera la présidence.

./...

---

(1) 2 Congolais , 4 Européens



- de l'agronome de district ou de son adjoint
- d'un représentant du service Vétérinaire.
- d'un représentant du Service Medical.
- de quatre représentants du milieu coutumier.
- de trois représentants du secteur privé pour le commerce, l'industrie et l'agriculture.

Les membres sont nommés par le Président du Gouvernement Provincial sur proposition du Commissaire de District. Ces sous-commissions étudieront tous les voeux émis par les conseils de territoire en matières économique et social et soumettront au conseil provincial leurs rapports et propositions.

Les frais de déplacement sont à charge du Gouvernement.

Article 5 : Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Pour copie certifiée conforme  
le Membre du Gouvernement  
Provincial, chargé des  
Affaires Financières

P. KYGOMA.



Stanleyville, le 23 juillet 1962.

Stanleyville, le 24 juillet 1962.

(Sé) SIMON LOSALA.



- Article 1. Le conseil se réunit sur convocation du Président, lancée huit jours au moins avant la réunion la date de la poste faisant foi.  
Il siège au moins une fois tous les deux mois au Ministère Provincial de l'Agriculture.  
Il doit être réuni d'urgence si trois membres du conseil en formulent la demande.  
Le Chef de la Mission Civile de l'ONUC ou son délégué est invité d'office à chaque réunion.
- Article 2.- La convocation sera accompagnée de l'ordre du jour et de la documentation relative à chacune des questions inscrites. Toute question urgente présentée par cinq membres au moins peut être inscrite à l'ordre du jour en début de séance. Les questions que les membres désirent voir examiner par le conseil seront transmises au Secrétariat accompagnées d'une note de commentaires et de toute documentation que l'auteur estime devoir fournir.
- Article 3.- Le conseil ne peut délibérer valablement que si 7 membres au moins sont présents.  
Tout membre nommé, absent plus de trois fois, sans excuse valable sera considéré comme démissionnaire.
- Article 4.- Lorsqu'il y a lieu à vote, celui-ci se fait à main levée, à la majorité simple. En cas de parité des voix, celle du Président est prépondérante.
- Article 5.- Les séances ne sont pas publiques.
- Article 6.- Le Secrétaire prépare les affaires à soumettre au conseil, remplit les fonctions de rapporteur, rédige le P.V. des réunions qu'il contresigne avec le Président, veille à la suite à donner aux décisions du conseil.
- Article 7.- Un exemplaire du P.V. des séances est transmis à chacun des membres, aux invités permanents, aux sous-commissions des districts et à toute personne ou organisme que le conseil désignera.
- Article 8.- Le conseil peut créer des groupes de travail dont il fixe la composition.



- Article 1.- Le conseil se réunit sur convocation du Président, lancée huit jours au moins avant la réunion la date de la poste faisant foi.  
Il siège au moins une fois tous les deux mois au Ministère Provincial de l'Agriculture.  
Il doit être réuni d'urgence si trois membres du conseil en formulent la demande.  
Le Chef de la Mission Civile de l'ONUC ou son délégué est invité d'office à chaque réunion.
- Article 2.- La convocation sera accompagnée de l'ordre du jour et de la documentation relative à chacune des questions inscrites. Toute question urgente présentée par cinq membres au moins peut être inscrite à l'ordre du jour en début de séance. Les questions que les membres désirent voir examiner par le conseil seront transmises au Secrétariat accompagnées d'une note de commentaires et de toute documentation que l'auteur estime devoir fournir.
- Article 3.- Le conseil ne peut délibérer valablement que si 7 membres au moins sont présents.  
Tout membre nommé, absent plus de trois fois, sans excuse valable sera considéré comme démissionnaire.
- Article 4.- Lorsqu'il y a lieu à vote, celui-ci se fait à main levée, à la majorité simple. En cas de parité des voix, celle du Président est prépondérante.
- Article 5.- Les séances ne sont pas publiques.
- Article 6.- Le Secrétaire prépare les affaires à soumettre au conseil, remplit les fonctions de rapporteur, rédige le P.V. des réunions qu'il contresigne avec le Président, veille à la suite à donner aux décisions du conseil.
- Article 7.- Un exemplaire du P.V. des séances est transmis à chacun des membres, aux invités permanents, aux sous-commissions des districts et à toute personne ou organisme que le conseil désignera.
- Article 8.- Le conseil peut créer des groupes de travail dont il fixe la composition.



*Règlement d'ordre intérieur du conseil  
Economique et Social Provincial.*

- Article 1. Le conseil se réunit sur convocation du Président, lancée huit jours au moins avant la réunion la date de la poste faisant foi.  
Il siège au moins une fois tous les deux mois au Ministère Provincial de l'Agriculture.  
Il doit être réuni d'urgence si trois membres du conseil en formulent la demande.  
Le Chef de la Mission Civile de l'ONUC ou son délégué est invité d'office à chaque réunion.
- Article 2.- La convocation sera accompagnée de l'ordre du jour et de la documentation relative à chacune des questions inscrites. Toute question urgente présentée par cinq membres au moins peut être inscrite à l'ordre du jour en début de séance. Les questions que les membres désirent voir examiner par le conseil seront transmises au Secrétariat accompagnées d'une note de commentaires et de toute documentation que l'auteur estime devoir fournir.
- Article 3.- Le conseil ne peut délibérer valablement que si 7 membres au moins sont présents.  
Tout membre nommé, absent plus de trois fois, sans excuse valable sera considéré comme démissionnaire.
- Article 4.- Lorsqu'il y a lieu à vote, celui-ci se fait à main levée, à la majorité simple. En cas de parité des voix, celle du Président est prépondérante.
- Article 5.- Les séances ne sont pas publiques.
- Article 6.- Le Secrétaire prépare les affaires à soumettre au conseil, remplit les fonctions de rapporteur, rédige le P.V. des réunions qu'il contresigne avec le Président, veille à la suite à donner aux décisions du conseil.
- Article 7.- Un exemplaire du P.V. des séances est transmis à chacun des membres, aux invités permanents, aux sous-commissions des districts et à toute personne ou organisme que le conseil désignera.
- Article 8.- Le conseil peut créer des groupes de travail dont il fixe la composition.



PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL  
PROVINCIAL DE L'AGRICULTURE

- Article 1.- Le conseil se réunit sur convocation du Président, lancée huit jours au moins avant la réunion, la date de la poste faisant foi.  
Il siège au moins une fois tous les deux mois au Ministère Provincial de l'Agriculture.  
Il doit être réuni d'urgence si trois membres du conseil en formulent la demande.  
Le Chef de la Mission Civile de l'ONUC ou son délégué est invité d'office à chaque réunion.
- Article 2.- La convocation sera accompagnée de l'ordre du jour et de la documentation relative à chacune des questions inscrites. Toute question urgente présentée par cinq membres au moins peut être inscrite à l'ordre du jour en début de séance. Les questions que les membres désirent voir examiner par le conseil seront transmises au Secrétariat accompagnées d'une note de commentaires et de toute documentation que l'auteur estime devoir fournir.
- Article 3.- Le conseil ne peut délibérer valablement que si 7 membres au moins sont présents.  
Tout membre nommé, absent plus de trois fois, sans excuse valable sera considéré comme démissionnaire.
- Article 4.- Lorsqu'il y a lieu à vote, celui-ci se fait à main levée, à la majorité simple. En cas de parité des voix, celle du Président est prépondérante.
- Article 5.- Les séances ne sont pas publiques.
- Article 6.- Le Secrétaire prépare les affaires à soumettre au conseil, remplit les fonctions de rapporteur, rédige le P.V. des réunions qu'il contresigne avec le Président, veille à la suite à donner aux décisions du conseil.
- Article 7.- Un exemplaire du P.V. des séances est transmis à chacun des membres, aux invités permanents, aux sous-commissions des districts et à toute personne ou organisme que le conseil désignera.
- Article 8.- Le conseil peut créer des groupes de travail dont il fixe la composition.



- Article 1. Le conseil se réunit sur convocation du Président, lancée huit jours au moins avant la réunion la date de la poste faisant foi.  
Il siège au moins une fois tous les deux mois au Ministère Provincial de l'Agriculture.  
Il doit être réuni d'urgence si trois membres du conseil le demandent.  
Le Chef de la Mission Civile de l'ONUC ou son délégué est invité d'office à chaque réunion.
- Article 2.- La convocation sera accompagnée de l'ordre du jour et de la documentation relative à chacune des questions inscrites. Toute question urgente présentée par cinq membres au moins peut être inscrite à l'ordre du jour en début de séance. Les questions que les membres désirent voir examiner par le conseil seront transmises au Secrétariat accompagnées d'une note de commentaires et de toute documentation que l'auteur estime devoir fournir.
- Article 3.- Le conseil ne peut délibérer valablement que si 7 membres au moins sont présents.  
Tout membre nommé, absent plus de trois fois, sans excuse valable sera considéré comme démissionnaire.
- Article 4.- Lorsqu'il y a lieu à vote, celui-ci se fait à main levée, à la majorité simple. En cas de parité des voix, celle du Président est prépondérante.
- Article 5.- Les séances ne sont pas publiques.
- Article 6.- Le Secrétaire prépare les affaires à soumettre au conseil, remplit les fonctions de rapporteur, rédige le P.V. des réunions qu'il contresigne avec le Président, veille à la suite à donner aux décisions du conseil.
- Article 7.- Un exemplaire du P.V. des séances est transmis à chacun des membres, aux invités permanents, aux sous-commissions des districts et à toute personne ou organisme que le conseil désignera.
- Article 8.- Le conseil peut créer des groupes de travail dont il fixe la composition.



*MORG 200 Congo*  
*1, Avril 1962*

ONUC'S CURRENT OBJECTIVES

The objectives of ONUC as set out in the various resolutions of the Security Council and the General Assembly, remain unchanged and the principles established by the Secretary General to guide ONUC operations are still in force. It is necessary however, from time to time, to review our immediate objectives and to remind ourselves of the immediate goals to which our operation is directed.

SECURITY

ONUC was brought to the Congo to implement the Security Council resolutions, and its first concern was to remove the danger of civil war. That danger is being removed in all areas except South Katanga - and even there, a reasonable likelihood now exists that adequate cooperation would be offered to prevent further disorders. Consequently, ONUC is concentrating its efforts - always in cooperation with the Congolese authorities - on ensuring the security of persons and goods throughout the country. To this end, patrols have been established in all areas where ONUC forces are stationed. Although troop limitations are such that it is obviously impossible to cover the whole of this vast country, ONUC units are stationed in key places throughout the Congo. Just as it has always done in the past, ONUC remains determined to avoid being directly involved in clashes between Congolese forces; but such clashes are increasingly rare, and wherever possible, ONUC is undertaking joint patrols with ANC and other Congolese uniformed services, i.e. with the gendarmerie and the Congo police forces.

The object is to offer every possible security and protection to villages and scattered communities, to plantations and mission stations, and indeed to every individual. In order to keep in touch with the situation in outlying districts, and to ensure that their attention will be brought to incidents, ONUC officers and troops are working in closest cooperation with the communities where they are stationed.

LAW AND ORDER

ONUC offers protection without discrimination to all in the Congo, whether or not they are of Congolese origin. The ideals and principles of the organization alone are such that it would be unthinkable for ONUC to discriminate in any way. But, even more so, the very fact that ONUC is made up of men and women of many different races and creeds, makes it only natural that this international force apply the same measures of protection to all whatever their origin. Indeed ONUC forces have often, even at the risk of their own lives, protected Belgian citizens, who have made their homes in the Congo and some of whom have been in a particularly vulnerable situation.

It is precisely in this tradition of offering help to all that ONUC units are working to encourage cooperation between all sections of the communities in which they find themselves. This, they hope, will help to prevent the continuing outbreak of incidents in outlying districts where transport difficulties are such that help may be slow in arriving.



### ECONOMIC RECOVERY

ONUC considers that it should spare no effort that might speed up the economic recovery of the Congo. Fortunately, the disturbances of the past twenty months have not destroyed the infrastructure of the Congo economy. Nevertheless, the transport system has been dislocated and roads, railway lines and rivercraft need repair. In cooperation with the Central Government, ONUC is giving top priority to the rehabilitation of the transport network, so that produce which has been accumulating up country can be evacuated, and normal commercial channels restored. In Orientale and Kivu Provinces, where there was, for a time, wholesale commandeering of vehicles, ONUC, in consultation with transport and commercial enterprises, as well as with the Provincial authorities, is trying to obtain fresh supplies of vehicles and spare parts from overseas. Shortage of currency to pay for these is a major stumbling block and ONUC hopes, by its supporting measures, to create sufficient confidence in the economic potential of the Congo and its Government to induce overseas investors, including private banks, to make adequate credit available. There can certainly now be justified optimism that re-establishment of transport links, coupled with the rehabilitation of farms and plantations, will soon lead to marked economic revival and a noticeable reduction in unemployment.

### TRAINING AND REORGANIZATION OF ANC

The Congolese Central Government, in its efforts to reorganize and train the ANC, has sought United Nations' technical assistance. The following assistance is therefore being provided :

- 1) UN is providing a number of officers, who will shortly be arriving in the Congo, to work as instructors in the Officers' Training School, which the Central Government is establishing;
- 2) Another group of officers will be put at the disposal of the Congolese Army to assist with the training of other ranks;
- 3) Joint patrols are being set up in increasing numbers, to help develop a spirit of comradeship and an opportunity to train by participation and experience.

### THE POLITICAL PICTURE

Political stability is returning to the Congo and both the Central Government and the Provincial Governments are daily settling themselves more firmly in the saddle. ONUC believes that it can help to maintain this improvement by offering increasing technical assistance to the Congolese authorities both in the field of administration and in the establishment of law and order. As far as technical assistance is concerned, UN technical advisers are cooperating with both the Central and the Provincial Governments in a large variety of fields. But particular emphasis is being given to the establishment of financial and budgetary controls and to such services as health, education and agriculture. ONUC advisers are working side by side with Congolese officials. Growing attention is being devoted to the provision of training facilities to speed up the day when UN advisers will no longer be considered necessary.



Establishment of the rule of law throughout the territory to ensure adequate functioning of the administration and to create a climate of confidence, is of course vital; and here, ONUC is collaborating with the Congolese authorities in the recruitment of magistrates, the reestablishment of courts throughout the country and adequate policing, in towns, and, wherever possible, in the country.

Increasingly, the main emphasis of ONUC operations in the Congo is on the Civilian side ; ONUC can best help the Congolese authorities in consolidating the country's unity by assisting in the establishment of an efficient administration which will provide an adequate framework for economic recovery and expansion.

#### PUBLIC INFORMATION

ONUC came to the Congo at the request of the Congolese themselves and it remains there, only because the Congolese authorities continue to request its presence. All the work undertaken by ONUC is in consultation and collaboration with the Congolese authorities. ONUC has no intention of establishing either a trusteeship over the Congo or a rival administrative structure.

The efforts of ONUC's information services are directed towards dispelling any such misapprehensions and towards establishing a better appreciation of the work which is being performed by ONUC at the request of, in consultation with and for the Congolese people. Equally, ONUC's information services must help to dispell any ideas that ONUC set out to destroy the Belgian presence in the Congo or is engaged in some kind of vendetta against Belgians in the Congo. The ONUC information services, with the help of the Press, make better known, both at the international level and in the Congo, the kind of international assistance which it is now providing in the Congo. Moreover, ONUC, by its very example, can perform a vital function by its respect for Congolese authorities, it can create greater respect for the rule of law and the writ of Government. It can never be emphasized too much that ONUC is in the Congo at the services of the Congolese nation.



## LES OBJECTIFS ACTUELS DE L'ONUC

Les objectifs de l'ONUC, tels qu'ils ont été fixés par les diverses résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, restent les mêmes et les principes établis par le Secrétaire général pour guider l'ONUC dans ses opérations sont toujours en vigueur. Il importe toutefois de passer en revue, de temps à autre, nos objectifs immédiats et de nous remettre en mémoire les buts les plus proches que vise notre opération.

### SECURITE

L'ONUC a été amenée au Congo pour mettre en oeuvre les résolutions du Conseil de sécurité et elle s'est préoccupée avant tout de faire disparaître tout danger de guerre civile. Ce danger disparaît peu à peu dans toutes les régions du pays, à l'exception du Sud Katanga ; et même là, on peut maintenant raisonnablement espérer bénéficier d'une coopération suffisante pour prévenir de nouveaux désordres. En conséquence, l'ONUC concentre maintenant ses efforts - toujours en coopération avec les autorités congolaises - sur les mesures destinées à assurer la sécurité des biens et des personnes dans tout le pays. A cette fin, des patrouilles surveillent toutes les régions où se trouvent des forces de l'ONUC. L'effectif des troupes dont on dispose étant limité, il est évidemment impossible d'étendre la surveillance à tout le territoire de cet immense pays ; mais il y a des unités de l'ONUC en tous les points-clé du Congo. Comme par le passé, l'ONUC reste fermement décidée à éviter d'être directement mêlée aux heurts qui peuvent se produire entre forces congolaises ; mais ces heurts sont de plus en plus rares et l'ONUC entreprend, partout où elle le peut, des patrouilles mixtes en compagnie de membres de l'ANC et des autres services en uniforme : la gendarmerie et la police.

Le but qu'on se propose est d'assurer, dans toute la mesure du possible, sécurité et protections aux villages et aux collectivités isolées, aux plantations et aux missions, et du reste à tous les particuliers. Pour se tenir au courant de la situation qui règne dans les districts éloignés et faire en sorte que tout incident leur soit signalé, les officiers et les soldats de l'ONUC collaborent étroitement avec les collectivités auprès desquelles ils sont stationnés.

### ORDRE ET LEGALITE

L'ONUC offre sa protection à tous les habitants du Congo, sans distinction aucune, qu'ils soient ou non d'origine congolaise. Ne serait-ce qu'en raison des idéaux et des principes de l'Organisation, il est impensable que l'ONUC applique des mesures discriminatoires quelconques. Bien plus, l'ONUC étant composée d'hommes et de femmes de toutes races et de toutes croyances, il va de soi que cette force internationale applique à tous, quelle que soit leur origine, les mêmes mesures de protection. Les forces de l'ONUC ont d'ailleurs souvent protégé, au péril de leur vie, des citoyens belges résidant au Congo, dont certains se sont trouvés particulièrement exposés.

C'est précisément parce que la tradition de l'ONUC veut qu'elle offre son aide à tous que toutes ses unités s'efforcent de développer la coopération entre tous les secteurs des collectivités au sein desquelles elles se trouvent. Elles espèrent ainsi contribuer à mettre fin aux incidents qui se produisent dans des régions isolées où les difficultés de transport empêchent les secours d'arriver promptement.



## REDRESSEMENT ECONOMIQUE

L'ONUC estime qu'elle ne doit épargner aucun effort de nature à accélérer le redressement économique du Congo. Heureusement, les troubles des vingt derniers mois n'ont pas détruit l'infrastructure de l'économie congolaise. Néanmoins, le réseau des transports a été désorganisé, les routes, les voies de chemin de fer et les bateaux fluviaux ont besoin d'être réparés. Collaborant avec le Gouvernement central, l'ONUC donne la priorité absolue à la remise en état du réseau de transports de manière à permettre l'écoulement des produits agricoles qui se sont accumulés dans l'intérieur et la reprise des courants commerciaux normaux. En Province Orientale et au Kivu, où la réquisition des véhicules était, à un certain moment, générale, l'ONUC, en consultation avec les entreprises de commerce et de transport ainsi qu'avec les autorités provinciales, s'efforce de faire venir de l'étranger des véhicules neufs et des pièces de rechange. La principale difficulté, à cet égard, est le manque de devises ; aussi l'ONUC espère-t-elle, par l'appui qu'elle apporte, créer une confiance suffisante dans le potentiel économique du Congo et dans son gouvernement pour inciter les sources étrangères de capitaux, y compris les banques privées, à offrir les crédits nécessaires. On peut sans aucun doute, maintenant, dire avec un optimisme justifié que le rétablissement des voies de transport, s'ajoutant à la remise en état des exploitations agricoles et des plantations, amènera bientôt une renaissance économique certaine et une réduction sensible du chômage.

## FORMATION ET REORGANISATION DE L'ANC

Le Gouvernement central du Congo, voulant réorganiser et former l'ANC, a fait appel à l'assistance technique des Nations Unies. L'assistance offerte est la suivante :

- 1) L'ONUC fournit un certain nombre d'officiers, qui arriveront prochainement au Congo, pour faire office d'instructeurs à l'Ecole d'officiers que le Gouvernement central est en train de créer ;
- 2) Un autre groupe d'officiers sera mis à la disposition de l'Armée congolaise pour aider à former les militaires d'autres grades ;
- 3) On a de plus en plus recours aux patrouilles mixtes pour développer l'esprit de corps et donner l'occasion de former les hommes par la pratique.

## ASPECT POLITIQUE

Le Congo retrouve peu à peu sa stabilité politique ; l'autorité du Gouvernement central et des Gouvernements provinciaux s'affirme chaque jour davantage. L'ONUC croit pouvoir aider à prolonger cette amélioration en offrant aux autorités congolaises une assistance technique toujours plus grande, tant en matière d'administration que pour le maintien de l'ordre et de la légalité. Dans le cadre de l'assistance technique, les conseillers de l'ONU coopèrent avec le Gouvernement central et avec les Gouvernements provinciaux dans nombre de domaines très divers. Mais on s'attache surtout à la création de contrôles financiers et budgétaires et aux services tels que santé publique, instruction publique et agriculture. Les conseillers de l'ONUC travaillent aux côtés des fonctionnaires congolais. On s'efforce de plus en



plus de créer des moyens de formation afin de hâter le jour où il ne sera plus jugé nécessaire d'avoir des conseillers de l'ONU. Il est, bien entendu, d'importance vitale de faire régner la loi dans tout le pays pour que l'administration puisse fonctionner convenablement et pour que s'établisse un climat de confiance. A cet égard, l'ONUC collabore avec les autorités congolaises pour recruter des magistrats, remettre en activité les tribunaux de tout le pays et assurer la police dans les villes et, autant que possible, dans les campagnes.

L'ONUC, dans ses opérations au Congo, met de plus en plus l'accent sur les affaires civiles : le concours le plus efficace qu'elle puisse apporter aux autorités congolaises pour consolider l'unité du pays consiste à les aider à mettre sur pied une administration efficiente offrant le cadre nécessaire au redressement et à l'expansion de l'économie.

#### INFORMATION

L'ONUC est venue au Congo à la demande des Congolais eux-mêmes et si elle y reste, c'est uniquement parce que les autorités congolaises lui demandent de rester. L'ONUC n'entreprend rien sinon en consultation et en collaboration avec les autorités congolaises. L'ONUC n'a nullement l'intention de mettre le Congo sous tutelle ou d'y créer une structure administrative rivale.

Les services d'information de l'ONUC s'attachent à dissiper toute inquiétude de ce genre et à faire mieux apprécier l'œuvre qu'accomplit l'ONUC à la demande du peuple congolais, en consultation avec lui et pour lui. Mais les services d'information de l'ONUC doivent également contribuer à détruire toute idée que l'ONUC se serait donné pour tâche de miner la présence belge au Congo ou se livrerait à une sorte de vendetta contre les Belges du Congo. Les services d'information de l'ONUC, aidés de la Presse, font mieux connaître, dans le Congo et dans le monde, le genre d'assistance internationale que reçoit actuellement le Congo. En outre, l'ONUC peut, en donnant l'exemple, accomplir une fonction vitale : son respect des autorités congolaises peut faire mieux respecter la loi et les ordres du Gouvernement. On ne saurait trop insister sur ce fait que l'ONUC est, au Congo, au service du peuple congolais.



Confidential file  
13. IX. 61

C/ORG 200 Congo

RECU DE L'ONU un pli adressé à M. le Premier Ministre, Léopoldville  
organisation Ministère

Léopoldville, le 10/9  
à 13.00 heures

Sauv



5890 (suite)

TEXTE DE LA RESOLUTION ADOPTÉE PAR LE CONSEIL DE SECURITE  
SUR LA SITUATION AU CONGO EX-RELGE

Le Conseil de Sécurité, réaffirmant les principes et le but de l'Organisation des Nations-Unies en ce qui concerne le Congo-Léopoldville; tels qu'ils sont énoncés dans les précédentes résolutions, à savoir a) maintenir l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la république du Congo b) aider le gouvernement central du Congo à établir et maintenir l'ordre public c) empêcher le déclenchement d'une guerre civile au Congo d) assurer le retrait et évacuation immédiate du Congo de tout le personnel militaire et para-militaire et conseiller d'autres nationalités ne relevant pas du commandement des Nations-Unies ainsi que de tous les mercenaires et fournir l'assistance technique, notant avec satisfaction le rétablissement d'un parlement national du Congo, conformément à la loi fondamentale et la formation d'un gouvernement central le 2 août 1961, qui y a fait suite, déplorant toute action amoindrant l'autorité du gouvernement central de la république du Congo en particulier les activités séparatistes et l'action amoindrie qui sont menées par l'administration provinciale du Katanga avec l'aide de ressources de l'extérieur et des mercenaires étrangers, et rejetant entièrement l'allégation selon laquelle le Katanga serait une nation souveraine et indépendante, notant avec profond regret, les actes de violence commis ce dernier temps et antérieurement contre le personnel des Nations-Unies, supposés reconnaître le gouvernement de la république du Congo comme la seule autorité chargée de la conduite des affaires extérieures du Congo, tenant compte de l'impérieuse nécessité d'une action rapide et efficace pour appliquer pleinement les principes et les buts de l'Organisation des Nations-Unies au Congo afin de mettre terme aux difficultés qui menacent le peuple congolais, action qui est nécessaire dans l'intérêt tant du peuple congolais que de la coopération internationale que la stabilité et du progrès de l'ensemble de l'Afrique :

\*\*\*\*\*/\*\*\*



3850 (suite)

2  
- 3 -

Conseil de Sécurité (suite)

- 1.- réproouve énergiquement les activités secessionnistes illégalement menées par l'administration provinciale du Katanga avec l'appui des ressources de l'extérieur et secondées par des mercenaires étrangers ;
- 2.- Réproouve en outre, l'action armée menée dans l'accomplissement des dites activités contre les forces et le personnel de l'Organisation des Nations-Unies
- 3.- Souligne que les dites activités doivent cesser immédiatement et demande à tous les intéressés d'y renoncer,
- 4.- Autorise le S.G. à entreprendre une action vigoureuse, y compris, le cas échéant, l'emploi de la force dans la mesure requise, pour faire immédiatement appréhender placer en détention dans l'attente des poursuites légales ou expulser tous les personnel militaire et para-militaire et conseillers politiques étrangers ne relevant pas du commandement des Nations-Unies ainsi que les mercenaires visés au paragraphe A-2 de la résolution adoptée par le Conseil de Sécurité le 21 février 1961
- 5.- Pris en outre le le secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'entrée ou le retour de ces éléments sous quelque couvert que ce soit, ainsi que d'armes, munitions, équipement ou autre matériel destinés à appuyer ces dites activités,-
- 6.- Pris tous les états de s'abstenir de fournir des armes, équipement ou autre matériel susceptibles d'être utilisés à des fins bellicistes, et de prendre les mesures nécessaires pour empêcher leurs ressortissants de fournir les dites armes, ledit équipement ou ledit matériel, et les pris aussi de refuser de transporter ou de laisser passer en transit les dites fournitures sur leur territoire, si ce n'est conformément aux décisions, principes et buts de l'Organisation des Nations-Unies.
- 7.- Invite tous les états membres à s'abstenir de favoriser, tolérer ou appuyer, par action ou omission, directement ou indirectement, des activités dirigées contre .../..



3850 (suite)

3  
- X -

l'O.N.U. qui aboutissent souvent à des hostilités armées contre les forces et le personnel de l'Organisation;

8.- Déclare que toutes les activités secessionnistes dirigées contre la république du Congo sont contraires à la loi fondamentale et aux décisions du Conseil de Sécurité et exige expressément, que les activités de cette nature actuellement menées au Katanga cessent immédiatement,

9.- Affirme son plein et entier appui au gouvernement central du Congo et sa résolution d'aider le gouvernement, conformément aux décisions de l'Organisation des Nations-Unies à maintenir l'ordre public et l'intégrité nationale, de fournir une assistance technique et d'exécuter lesdites décisions,

10.- Demande instamment à tous les Etats membres de prêter leur appui conformément à leurs procédures internes, au gouvernement central de la république du Congo, en conformité avec la Charte et les décisions de l'Organisation des Nations-Unies

11.- Prie tous les Etats membres de s'abstenir de toutes actions qui risquent directement ou indirectement de faire obstacle aux principes et aux buts de l'Organisation des Nations-Unies au Congo et est contrainc à ses décisions et aux buts généraux de la Charte.

\*\*\*\*\*



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

File

C/ORG 320

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

23 Août 1961

A: General McEoin, Force Commander  
M. R.J.B. Rossborough, Chef p.i. des Opérations Civiles  
M. S. Habib Ahmed, Chef des services Administratifs

De: M. Khiary, Chargé de Mission p.i. des Nations Unies au Congo

Veuillez trouver ci-après le texte d'un télégramme que j'ai  
envoyé à tous nos chefs de mission, leur demandant de venir à  
Léopoldville le 2 Septembre, :

"Je me propose d'organiser une conférence au Royal à partir  
du 2 Septembre à laquelle assisteront tous nos chefs de mission,  
le Comité Consultatif des Opérations Civiles, le représentant  
supérieur de l'Administration de mon département ainsi que de  
l'Etat Major pour faire un tour d'horizon sur la situation politique  
au Congo et sur les mesures et relations que doivent avoir les  
Nations Unies avec les nouvelles autorités gouvernementales. A cette  
conférence seront également évoqués les problèmes d'ordre technique  
ou pratique ou même administratif que vous rencontrez dans vos  
différentes provinces et je vous prie de bien vouloir préparer une  
liste de ces problèmes que vous aimeriez évoquer.

J'espère pouvoir vous faire parvenir, la semaine prochaine,  
le plan de travail auquel sera soumis cette conférence. Veuillez  
me faire savoir votre date d'arrivée et si vous désirez qu'accommodation  
vous soit réservée.

Il vous faudra prévoir un séjour ici de 3 à 4 jours".

L'objet de cette conférence est expliqué dans ses grandes lignes  
dans ce télégramme. En plus d'un examen assez approfondi de la  
situation politique, j'espère que nous pourrons également discuter  
des autres problèmes pratiques qui se posent à nos représentants; et  
c'est la raison pour laquelle je vous serai gré de bien vouloir me  
faire parvenir une liste des points que vous jugez, dans vos domaines  
respectifs, les plus importants à discuter.

.../...



Il est absolument essentiel que nous puissions donner à nos représentants une indication des différents sujets qui seront évoqués lors de cette conférence et dès le reçu de votre liste, que j'aimerais avoir encore avant la fin de cette semaine, mon bureau établira un plan général que je leur transmettrai immédiatement afin que de leur côté ils soient prêts à en discuter.

cc: M. de Reynier



C/ORG 200 ~~SA~~  
Govt Congo

file

18 February 1

Mr.C.A.Stavropoulos, Legal Counsel

H. Kiernik, Legal Adviser, ONUC

Instrument of acceptance of WHO  
Constitution by the Republic of  
the Congo

1. Following my cable of to-day's date, I am enclosing herewith a letter of 15 February 1961, addressed to the Secretary-General by the President of the Republic of the Congo, bearing the acceptance by the Government of the Republic of the Congo of the Constitution of the World Health Organization, as well as the amendments to articles 24 and 25 of that Constitution. The letter was received at the ONUC Headquarters on 15 February 1961.
2. I should be grateful if you would inform me of the action taken in regard to the above-mentioned letter.



*En R. Luma's  
attention*

*6/ Org 200 govts*

*W*

*62*

3 février 1961

Excellence,

Le Chef par intérim de nos opérations civiles m'a transmis votre lettre CAB/CE 572/61 en date du 31 janvier 1961 relative au projet d'établir une liaison plus étroite entre le Chef de l'Etat et l'ONUC.

Comme suite à votre demande, je suis heureux d'autoriser dès aujourd'hui M. Dumontet à consacrer une partie de son temps à cette tâche dans l'esprit des conversations que nous avons eues sur le projet. Vous pourrez désormais faire appel directement à lui pour toute question dont vous jugerez bon de saisir l'ONUC. Réciproquement, M. Dumontet portera à votre connaissance et attention personnelles les affaires qui nous paraîtront mériter d'être soumises à votre haute autorité.

J'espère que cet arrangement favorisera le développement d'une coopération fructueuse dans une atmosphère de confiance mutuelle pour la poursuite de la mission des Nations Unies au Congo.

Agréez, Excellence, l'expression de ma très haute considération.

*ds*  
Rajeshwar Dayal  
Représentant spécial du  
Secrétaire général

Son Excellence  
Monsieur Joseph Kasa-Vubu  
Président de la République du Congo  
Léopoldville



6/01/200 gouts

31/1/61

COPIE

Monsieur S. LINNÉ  
Chef des Opérations Civiles  
de l'ONU  
Léopoldville

Cher Monsieur Linné,

Faisant suite aux entretiens que nous avons eus, j'ai l'honneur de vous marquer mon accord sur l'affectation de M. G. DUMONTET à mon Cabinet, en qualité de Conseiller technique.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir autoriser M. DUMONTET à prendre, dès que possible, ses fonctions en mon Cabinet.

Veillez agréer, cher Monsieur Linné, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

J. KASA-VUBU



C/ORB 200 GOUT. Congo

CROSS REFERENCE SHEET

10 Jun 1961



LETTER



CABLE



MEMO

OTHER:

FROM : Republique du Congo Ministere des Mines et Geologie

TO : Mr. Linner

SUBJECT : Recrutement techniciens

SUMMARY :

Original filed in No.:

C/TEC 230/R



file

## LE MANDAT DES NATIONS UNIES AU CONGO

Résumé d'un exposé sur les aspects juridiques de la mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo, présenté au Groupe consultatif le mercredi 1er février 1961 par M. Paul BERTHOUD, Conseiller juridique du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au Congo

Le mandat que les Nations Unies ont été appelées à exercer au Congo consiste d'une part à collaborer avec les autorités du pays au rétablissement et au maintien de l'ordre public et, d'autre part, à contribuer à la sauvegarde de l'unité, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique du Congo.

Ce mandat a été défini par les organes dirigeants de l'ONU, Assemblée générale et Conseil de sécurité. Il importe toutefois de garder à l'esprit que quelles que soient les instructions desdits organes, le mandat des Nations Unies au Congo ne peut être exécuté que dans le cadre tracé par la Charte des Nations Unies. Cette règle s'applique d'ailleurs à n'importe quelle action de l'ONU.

Le principe de la non-intervention dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat constitue l'un des principes fondamentaux des Nations Unies. Inscrit à l'article 2, paragraphe 7 de la Charte, il domine en effet toutes les activités de l'ONU à l'exception de celles qui sont entreprises en vertu des articles 41 et 42 de la Charte. Il a été indiqué dès l'abord à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité que l'action des Nations Unies au Congo ne relève pas des articles 41 et 42. C'est dire que l'action de l'ONU au Congo trouve ses limites dans le principe général de la non-intervention.

En fait, dans la première phase des opérations de l'ONU au Congo, ce principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures paraissait aller de soi. Dans un rapport du 18 juillet 1960, le Secrétaire général soulignait que la Force des Nations Unies n'est pas placée sous les ordres du Gouvernement congolais, pas plus qu'elle ne saurait être partie à un conflit, quel qu'il soit, entre les autorités congolaises. Il ajoutait que la Force ne peut donc être utilisée pour faire prévaloir une solution politique sur une autre.

...



Quelques jours après le rapport du 18 juillet, le problème de la non-intervention allait prendre une importance considérable en raison des événements survenus au Katanga. Les autorités katangaises s'opposaient à l'entrée des soldats des Nations Unies dans la province du Katanga. Elles n'admettaient pas davantage que les représentants civils de l'ONU qui se rendaient au Katanga fussent accompagnées de membres du Gouvernement central.

A cette époque se situe le voyage de M. Ralph Bunche à Elisabethville, suivie d'un deuxième rapport du Secrétaire général. Tout en rappelant qu'il n'est pas permis à la Force des Nations Unies de s'immiscer dans les affaires intérieures du pays, le Secrétaire général note que le Conseil de sécurité voudra peut-être préciser ses vues en la matière et énoncer des règles en ce qui concerne la présence de la Force des Nations Unies au Congo. Ceci devait aboutir à la résolution du 9 août 1960, la dernière à ce jour que le Conseil de sécurité ait prise au sujet du Congo.

Au chiffre 4 de la résolution du 9 août, le Conseil de sécurité réaffirme que la Force des Nations Unies ne sera partie à aucun conflit interne, constitutionnel ou autre, qu'elle n'interviendra en aucun cas dans un tel conflit et qu'elle ne sera pas utilisée pour en influencer l'issue.

Le Gouvernement central ayant néanmoins insisté pour que les troupes des Nations Unies interviennent pour permettre l'entrée des représentants du Gouvernement central au Katanga, le Secrétaire général a jugé utile de présenter, en date du 12 août 1960, un mémorandum à l'effet d'interpréter le chiffre 4 de la résolution du 9 août.

Le mémorandum du 12 août s'ouvre sur une analyse de la situation qui s'était présentée au Liban. Les débats consacrés à cette affaire avaient montré que si le Président Chamoun avait demandé l'assistance de la Force des Nations Unies pour réprimer la rébellion, cette assistance aurait été refusée. Il va sans dire qu'à fortiori aucune assistance n'aurait été accordée à l'opposition.

Tirant ensuite les conclusions de ce précédent pour ce qui est des affaires congolaises, le Secrétaire général expose que l'ONU ne saurait exercer aucune influence dans la question des rapports entre le Gouvernement central et les gouvernements provinciaux et il constate qu'en fait le Gouvernement du Katanga se trouve en opposition active au régime institué par la Loi fondamentale.



Soit dit en passant, ce passage indique suffisamment que la position prise par le Président Kasa-Vubu dans sa dernière lettre au Secrétaire général part d'une interprétation erronée de l'attitude des Nations Unies dans l'affaire du Katanga. Le Chef de l'Etat opère en effet une distinction entre les autorités katangaises qu'il déclare légitimes et celles de la Province Orientale et du Kivu auxquelles il refuse ce qualificatif. A l'époque considérée, l'ONU ne s'est guère prononcée sur la légitimité ou l'illégitimité du Gouvernement de M. Tshombé. Elle s'est bornée à observer qu'en fait il y avait un conflit entre ce gouvernement et les autorités centrales. D'ailleurs, le concept même de la légalité du Gouvernement du Katanga est sujet à caution car dès l'instant où le Gouvernement du Katanga proclamait la sécession, il se plaçait par là même en dehors de l'ordre juridique congolais.

Le Secrétaire général tirait du mémorandum précité du 12 août un certain nombre de conclusions pratiques. Il découle, disait-il, des principes rappelés ci-dessus que la Force des Nations Unies ne peut être utilisée pour le compte du Gouvernement central. En particulier, les facilités de l'ONU ne peuvent être employées pour transporter des ministres du Gouvernement central au Katanga. La Force des Nations Unies n'a pas le droit ni le devoir de protéger les représentants du Gouvernement central qui se rendraient au Katanga, si ce n'est en exécution de sa mission générale de coopérer au maintien de l'ordre.

Ce mémorandum interprétatif a donné lieu à un échange de correspondance entre le Secrétaire général et le Premier ministre Lumumba, entre le 13 et le 15 août 1960. Dans ses lettres, le Chef du Gouvernement central s'élève formellement contre l'interprétation donnée par le Secrétaire général au paragraphe 4 de la résolution du 9 août. Trois séances du Conseil de sécurité, le 21 août 1960, ont été consacrées à un examen attentif du mémorandum du Secrétaire général. Au terme de ces débats, le Conseil approuvait l'interprétation de M. D. Hammarskjöld, sans adopter de résolution formelle à cet effet.

Telle est la situation juridique qui nous gouverne aujourd'hui encore puisque d'autres résolutions ne sont pas intervenues depuis lors au Conseil de sécurité - l'Assemblée générale, en revanche, a adopté une résolution importante sur le Congo le 20 septembre, qui apporte certaines précisions au mandat de l'ONUC sans toutefois en modifier la portée générale. Le Secrétaire général a attiré ultérieurement l'attention du Conseil sur l'évolution de la situation et les modifications du mandat qu'elle pourrait exiger. Ces appels n'ont pas été entendus. A mi-décembre, ni le Conseil de sécurité, ni l'Assemblée générale n'ont réuni les majorités nécessaires à l'adoption d'un projet de résolution.



Dès lors, les traits saillants du cadre de la mission sont les suivants : La Force des Nations Unies n'est pas autorisée à exercer d'initiative militaire, si ce n'est pour la protection de la vie et des biens. Elle ne peut être utilisée pour apporter une solution à des problèmes internes, constitutionnels ou autres. Elle ne peut être un agent d'exécution de la Loi fondamentale. Une interprétation contraire serait incompatible avec la Charte des Nations Unies.

Diverses questions se sont posées en relation avec les opérations civiles. D'aucuns se sont demandé, par exemple, ce que les Nations Unies avaient fait pour prévenir l'émission d'une nouvelle monnaie katangaise. Mais les Nations Unies n'ont pas le pouvoir d'empêcher un gouvernement provincial de prendre des mesures de ce genre. Le problème s'est également posé tout récemment de la possibilité de protéger les banques. Le Chef de l'Etat est allé jusqu'à demander que les Nations Unies ferment certaines succursales de la Banque centrale et détruisent les billets de banque qui s'y trouvent. Tout au plus les Nations Unies ont-elles pu accepter, dans le cadre de leur mandat pour le maintien de l'ordre public, de protéger les diverses succursales de la Banque centrale contre les actes de violence. L'ONU ne saurait en revanche passer jugement sur la légalité ou l'illégalité des transactions bancaires.

Placé devant l'indécision des organes dirigeants, le Secrétaire général n'a pas manqué d'attirer l'attention de l'Assemblée et du Conseil de sécurité sur le fait que dans certains cas il serait indispensable d'interpréter le principe du maintien de l'ordre public d'une façon aussi large que possible. Dans nos efforts soutenus pour empêcher la survenance d'une guerre civile, je crois, disait-il, qu'un mandat pour protéger les vies et les biens pourrait recevoir ce que je qualifierais une interprétation de crise.

La fermeture des aéroports et de la radio le 6 septembre 1960 offre un exemple des mesures qui peuvent être éventuellement prises dans le cadre de cette doctrine de l'interprétation de crise du mandat des Nations Unies. Indiscutablement, la fermeture des aéroports et de la radio était une mesure de contrainte, un acte de gouvernement (act of state). Elle était néanmoins justifiée par une situation d'une gravité telle qu'elle permettait un pas au-delà des limites ordinaires du mandat des Nations Unies. Les troupes des Nations Unies ont aussi, à l'heure actuelle, pour instructions précises d'intervenir dans un cas où des troubles menaceraient de dégénérer en actes de génocide.



Une autre question fait l'objet de maintes discussions : la question de l'évacuation des étrangers. En règle générale, il ne fait aucun doute qu'un gouvernement est en droit de subordonner le départ des étrangers à certaines conditions de forme, de procédure. Dans certaines circonstances, cependant, les Nations Unies peuvent être amenées à faciliter le départ par tout moyen disponible d'étrangers qui sont gravement menacés. Il y a là un stade qui n'a pas été atteint jusqu'ici dans le cas de la Province Orientale. Dans ses discussions avec le corps diplomatique, l'ONU a cependant clairement indiqué qu'elle pourrait aller au-delà des bons offices, si la situation devait à tel point se détériorer qu'il faille vraiment intervenir pour assurer l'évacuation forcée des étrangers. Le problème n'est d'ailleurs pas d'ordre exclusivement juridique. Il comporte un élément d'appréciation militaire en ce sens notamment qu'avant d'intervenir il faut s'assurer qu'une action destinée à protéger quelques personnes n'aura pas l'effet d'entraîner des maux plus graves encore pour un nombre plus important de personnes.

Actuellement, en l'absence de résolutions récentes des organes dirigeants de l'Organisation des Nations Unies, cette interprétation d'urgence ou de crise est en quelque sorte la coupape de sûreté. La seule difficulté est qu'une décision de ce genre, limitée à un cas de crise, est toujours politiquement "chargée". Chaque fois que l'ONU se trouve en présence de ce dilemme, elle doit procéder à un examen attentif de tous les éléments du problème avant de prendre une décision, et être consciente de ce que le jugement qui sera porté sur son action sera toujours en dernière analyse un jugement politique, et non pas juridique.

---



## D i s c u s s i o n

M. GROSSEN (Conseiller pour les questions d'organisation judiciaire) se demande dans quelle mesure la reconnaissance par l'Assemblée générale des pouvoirs de la délégation désignée par le Chef de l'Etat change ou ne change pas la situation.

M. BERTHOUD répond en substance que si la personne du Chef de l'Etat est incontestée et par voie de conséquence jugée apte à représenter le Congo au sein de l'Assemblée générale, il ne s'ensuit pas que l'Organisation des Nations Unies s'engage à donner son appui à toutes les mesures que le Chef de l'Etat pourrait prendre sur le plan interne.

M. KHIARI (Conseiller pour les questions en matière d'administration publique) demande si, du point de vue des Nations Unies, le fait que des militaires étrangers prêtent leur concours aux autorités katangaises est admissible. Du principe que les Nations Unies n'interviennent pas dans les conflits opposent les gouvernements provinciaux au Gouvernement central, faut-il tirer la conclusion que les autorités provinciales peuvent faire appel à une assistance militaire extérieure sans que les Nations Unies n'y voient aucune objection ?

M. BERTHOUD n'hésite pas à donner à M. Khiari une réponse catégoriquement négative. La difficulté en cette affaire particulière tient à cela que les gouvernements qu'elle concerne nient toute responsabilité et prétendent que les militaires étrangers qui servent dans les rangs de l'armée katangaise le font à titre strictement individuel. Pour sa part, M. Berthoud, qui ne fait ici qu'exprimer une impression personnelle, doute que le Gouvernement belge ait fait tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher cette assistance militaire. Il y a présentement au Katanga une grande quantité d'officiers de l'armée belge jusqu'au grade de colonel. Sans doute ont-ils une conscience suffisamment nette de la discipline militaire pour qu'en puisse penser qu'ils ne seraient pas là où ils se trouvent s'ils avaient reçu dans l'armée belge l'ordre formel de ne pas répondre à l'appel des autorités katangaises.

M. ANGENEN (Conseiller pour le commerce extérieur) estime que les autorités congolaises sont parfaitement à même de comprendre le principe de la non-intervention tel qu'il a été analysé par M. Berthoud. Ce qu'elles ont en revanche peine à comprendre, ce sont les conclusions pratiques qui sont tirées de ce principe dans certaines situations particulières.



A titre d'exemple, M. Angehrn cite l'action perpétrée, à fin septembre 1960, devant l'hôtel Memling, contre le Commissaire général aux Finances, M. Albert N'Bele, sous le regard passif d'un soldat du contingent ghanéen. La photographie qui a été prise de cet incident et répandue partout dans le monde a produit un fâcheux effet. Comment faire comprendre aussi à nos partenaires congolais les sévices dont certains militaires des autorités centrales ont été récemment victimes à Bukavu ? M. Angehrn se réfère notamment au cas de ces hommes qui furent, dit-on, attachés à des jeeps et ainsi traînés dans les rues de Bukavu.

M. BERTHOUD répond que ce sont justement des cas de ce genre qui placent les représentants de l'ONU devant un grave dilemme. Dans le cadre de sa mission de maintien de l'ordre, l'ONU s'efforce de prévenir des violences semblables à celles qui sont intervenues à Bukavu. Toutefois, dans certaines situations, une intervention appuyée par la Force armée peut produire des résultats extrêmement regrettables. La difficulté est de déterminer de cas en cas si l'intervention de la Force des Nations Unies ne risque pas de provoquer un mal plus considérable que celui qu'elle voudrait empêcher. Il faut se souvenir au surplus que la Force des Nations Unies ne dispose pas des moyens qui sont ceux des forces de l'ordre d'un régime colonial. Il est des moyens que par principe elle ne saurait utiliser.

Cette dernière remarque attire une vive remarque de la part de M. LANGROD (Conseiller aux affaires sociales) : Quoique j'aie vivement apprécié votre exposé et que je puisse vous suivre dans la plupart de vos opinions, dit M. Langrod à M. Berthoud, je ne saurais souscrire à l'opinion que pour se distinguer d'une force coloniale les troupes des Nations Unies ne devraient pas utiliser la force pour mettre un terme à des violences semblables à celles de Bukavu.

M. BERTHOUD observe aussitôt qu'il a peut-être mal exprimé sa pensée. Il ne voulait certes pas dire que la force ne peut être utilisée en aucun cas. Au contraire, les contingents des Nations Unies ont-ils pour instructions directes de l'employer dans certains cas précis. Ce qui est impossible, en revanche, c'est que la Force des Nations Unies se substitue de façon permanente aux autorités nationales et entreprenne de façon permanente des opérations militaires pour empêcher tout acte de violence. D'abord, ceci serait contraire au mandat des Nations Unies qui sont au Congo pour maintenir l'ordre en collaboration avec les autorités de ce pays. Ensuite, il faut se souvenir que la Force des Nations Unies est une force de paix et non pas de répression, que ses effectifs sont trop peu nombreux pour assurer un contrôle constant dans toutes les régions du pays et



que son matériel serait également insuffisant à cette fin. S'il en faut un exemple tout frais, que l'on songe à l'attaque aérienne dont Manono vient d'être victime. Une telle attaque dépasse toutes les prévisions et la Force des Nations Unies ne dispose d'ailleurs ni de canons antiaériens, ni de canons antichars. Il est douteux enfin que les Etats qui ont fourni des contingents à l'ONU pour assurer l'accomplissement d'une mission de paix accepteraient que le rôle de cette Force soit complètement transformé.

M. PARAVICINI (Conseiller aux finances) s'interroge sur les conséquences d'une véritable guerre civile. M. Berthoud répond qu'il s'agit là d'un problème extrêmement grave, d'autant plus grave qu'actuellement il reste précisément sans réponse. Les termes du mandat des Nations Unies au Congo, tels qu'ils sont encore définis par la résolution du mois d'août, ne permettraient guère une intervention efficace de la part de la Force des Nations Unies pour mettre fin à une guerre civile. Si on tient compte en surplus des effectifs de cette Force et de la réduction qu'ils sont en train de subir encore, on comprend que dans ses messages dès la fin de l'année passée, le Secrétaire général ait exprimé la crainte qu'en cas de guerre civile ouverte il n'y aurait pas d'autre issue possible pour la mission des Nations Unies que de se retirer du pays.

M. ROSSBOROUGH (Assistant spécial du Chef des opérations civiles) observe que sur le plan de l'assistance technique, la question de la protection accordée aux personnes contre des agressions à main armée d'individus ou de groupes revêt une importance primordiale.

M. BERTHOUD répond que ce point retient également l'attention particulière des autorités de l'ONU et que les soldats et les policiers de l'ONU ont reçu l'ordre de parer à de telles agressions.

En guise de complément, M. DOMONTET (Assistant spécial du Chef des opérations civiles) évoque l'exemple des mesures de protection prises à l'occasion de la pré-conférence de la Table Ronde. Il appartient en principe aux équipes mixtes constituées par la police provinciale de Léopoldville et la police nigérienne de maintenir l'ordre et d'assurer la protection des délégués contre des agressions isolées. Toutefois, dans l'hypothèse d'un conflit plus général entre deux partis, la responsabilité du rétablissement de l'ordre pèserait essentiellement sur les autorités congolaises.

...



M. BALINKI (Chef ad intérim des opérations civiles) désire poser encore quelques questions qui se rapportent directement au champ d'activité du Groupe consultatif. Dans des conditions normales, l'Organisation des Nations Unies prête son assistance technique à un Etat sur la base d'un accord conclu avec lui. Qu'en est-il dans le cas du Congo ? En principe aussi, la nomination d'un expert est soumise à l'agrément des autorités de l'Etat. Dans le cas du Congo, il semble que cet agrément ait été parfois demandé, mais qu'on s'en soit dispensé en d'autres occasions. Quelles sont, pour ce qui concerne l'établissement des programmes d'assistance technique, les conséquences des conflits internes qui opposent les autorités centrales à certaines autorités provinciales ? Dans une situation normale, il semblerait que l'assistance technique des Nations Unies ne pourrait être offerte que par le canal des autorités centrales.

M. BERTHOUD relève que l'assistance technique des Nations Unies au Congo n'intervient pas dans un vacuum juridique complet. En effet, dans un protocole qui porte la double signature de M. Justin Bomboko et de M. Antoine Gizenga, les autorités congolaises se sont engagées à garder à l'esprit, dans l'exercice des droits souverains de la République du Congo, qu'elles ont elles-mêmes demandé l'assistance des Nations Unies. Elles ont pris également l'engagement d'adopter de bonne foi un comportement conforme à cette demande. Cette clause à laquelle on se réfère souvent comme à la "good faith clause", revêt cependant une portée extrêmement générale et c'est pourquoi dès leur arrivée à Léopoldville, les conseillers juridiques ont entrepris la rédaction d'un projet d'accord complet sur le statut de la mission des Nations Unies au Congo. Malheureusement, ce projet fut achevé au moment même où survenait la crise constitutionnelle et par conséquent il n'a pas pu être ratifié. En outre, la situation sans précédent au Congo a pour résultat qu'il est impossible de s'en tenir strictement aux règles suivies dans d'autres pays. Ainsi en est-il, par exemple, pour ce qui concerne la nomination des experts, dont certains ont une fonction usuelle de conseillers, tandis que d'autres remplissent des fonctions opérationnelles d'importance vitale pour la Force des Nations Unies, en particulier dans le domaine du trafic aérien et des télécommunications. Dans ces derniers cas, par exemple, les Nations Unies doivent garder une entière liberté d'action. Le principe suivant lequel les divers programmes d'assistance technique doivent être approuvés par le Gouvernement central trouve application lorsque les Nations Unies reçoivent une demande émanant d'une autorité provinciale, comme ce fut le cas dans le domaine des travaux publics; elles doivent utiliser leurs bons offices à obtenir l'accord des



autorités centrales ou tout au moins pour les convaincre de ne pas faire opposition au projet. A défaut de ce minimum d'agrément, les Nations Unies ne peuvent guère donner suite à la demande des autorités provinciales.

M. BALINSKI lève la séance après avoir adressé à M. Berthoud les plus vifs remerciements du Groupe consultatif pour un exposé aussi clair et utile.

---



30 Décembre 1960.

A la date du 10 octobre 1960, la lettre dont copie ci-annexée a été adressée au Secrétaire général des Nations Unies à New York par Monsieur Marcel Shibamba, Commissaire général au Ministère de la Santé Publique du Congo (Léopoldville).

Cette lettre ne semble pas avoir été suivie d'effet, les services du Secrétaire général des Nations Unies ne nous ayant pas notifié à ce jour que la République du Congo (Léopoldville), en acceptant la constitution de l'Organisation mondiale de la Santé, était devenue Membre de celle-ci. Ce silence s'explique du fait que le service compétent du Secrétaire général des Nations Unies a pu ne pas considérer comme valable l'acceptation de cet instrument diplomatique, la constitution de l'Organisation mondiale de la Santé, par un Commissaire général au Ministère de la Santé publique. Il est en effet de règle qu'un tel instrument d'acceptation porte généralement la signature soit du Premier Ministre ou du Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement du pays qui accepte, soit celle du Chef de l'Etat; mais ce n'est là qu'une hypothèse.

Pour pallier les inconvénients qui pourraient résulter d'une éventuelle irrégularité de l'instrument d'acceptation, il conviendrait que la lettre du 10 octobre 1960 soit nouvellement rédigée et signée, cette fois-ci par le Président de la République lui-même. Sa Délégation vient précisément d'être officiellement admise à la présente Assemblée des Nations Unies. Ce document, revêtu de la signature de la haute personnalité précitée, pourrait être adressé au Secrétaire général des Nations Unies; elle produirait, pensons-nous, les effets juridiques escomptés.

Recommander au Commissaire Général à la Santé.

Vous voudrez bien, par conséquent, approcher le Président de la République du Congo (Léopoldville) pour examiner avec lui la possibilité de régulariser l'instrument d'acceptation de la Constitution de l'OMS en le faisant revêtir de sa signature, accompagné du sceau officiel de l'Etat.



C/O RCB 200  
Congo  
SL

Letter dated 21 December 1960  
addressed by Secretary General  
to President Kasa-Vubu

---

Dear Mr. President,

You have no doubt been informed by your representative at the United Nations concerning the consideration which the General Assembly has been giving to the question of the Congo in the course of the last few days. I am sure that the draft resolutions which have been submitted by the United States and the United Kingdom, on the one hand, and by some eight states (Ceylon, Ghana, India, Indonesia, Iraq, Morocco, United Arab Republic and Yugoslavia) on the other hand, have been brought to your attention. I must also assume that you have been informed concerning the various interventions which I have made during the discussion. If this should not be the case I shall ask Ambassador Dayal to submit these texts to you for your perusal.

As is by now well known to you, neither of the two resolutions referred to above has been adopted by the General Assembly by the required majorities and consequently the resolutions which had previously been adopted by the Security Council and by the special emergency session of the General Assembly remain operative. I permit myself to draw your attention to excerpts of the statement which I made to the General Assembly following the indecisive votes on the draft resolutions: "The General Assembly has failed to reach a positive decision regarding the problem of the Congo, further developing the stand of the organization as already defined... Naturally, the operation will be continued under the previous decisions with all energy, within the limits of the law, with an adjustment - to the best of our understanding - of the implementation of our mandate to the needs, and with aims which, in spite of all, I believe remain common, at least, to the vast majority of member states. One thing should be firmly on record: the previous resolutions on the Congo remain fully valid, and so do, to the full, all the obligations they impose on all Member Nations. This is of special importance, retroactively as well as for the next future, in respect of the request for abstention from bilateral action as ruled out by this Assembly on 20 September 1960."

Although the General Assembly did not come to a definite decision, it is important to emphasize that there is in the Assembly a strong concern about the recent developments in the Republic of the Congo, particularly regarding the manner in which the relationship between the United Nations and the authorities of the Republic of the Congo has been developing in recent months. You will perhaps permit me to point out that this concern is quite considerable among those groups of States which previously had taken a rather positive attitude with regard to your representation in the United Nations. This is predominantly expressed in the draft resolution sponsored by the United Kingdom and the United States which, except for one vote, might have been adopted by the General Assembly.



It should be noted that this resolution requests me, as the Secretary-General of the United Nations, to continue to discharge the mandate which was originally entrusted to me by the Security Council and, in particular, asks me to continue to use the presence and the machinery of the United Nations to assist the Republic of the Congo in the restoration and maintenance of law and order throughout its territory.

This draft resolution requests the Secretary-General inter alia to do everything possible to assist the Chief of State of the Republic of the Congo in establishing conditions in which Parliament could meet and in which it could function in security and freedom from outside interference. This latter request for the convening of Parliament and for the taking of the necessary protective measures was more forcefully expressed in the eight power draft resolution and therefore I may fairly state that even though the Assembly was in disagreement in regard to what steps should be taken, the overwhelming majority of the Members is strongly of the opinion that the convening of Parliament and the return to democratic practices is a matter of great urgency. This, as you well know, is a view which I have held for a long time. Although this view may not have found a formal endorsement of the General Assembly, it should nevertheless be regarded by you as the strong conviction of almost all Member States. I can therefore only hope that you, by virtue of the powers invested in you, will see your way clear to invoke Parliament at an early date and I, for my part, can assure you full co-operation in providing security to the members of Parliament.

Another paragraph of the United Kingdom-United States draft resolution which should not be lightly dismissed declares that any violation of human rights against persons held prisoners or under arrest anywhere in the Congo would be inconsistent with the purposes of the United Nations. Again in regard to this matter, which so clearly refers to the recent arrests of political personalities, the draft resolution of the eight powers is much more direct in that it urges the immediate release of all political prisoners under detention and particularly of those enjoying parliamentary immunity. While recognizing that both resolutions approach this problem from a different point of view, there is an unmistakable undercurrent in both which, having regard to the Congo's relations to other Members of the United Nations, would merit in my opinion your most urgent attention. I am quite certain that as long as "due process of law", as indicated in my letter of 3 December, has not been fully applied, this question will remain a major irritant in the relations between the Congo and many other Member States. In this connexion, it should be noted that the Anglo-American draft resolution expresses the hope that the International Committee of the Red Cross should be allowed to examine detained prisoners throughout the Republic of the Congo.

This same draft resolution also expresses the hope that the forthcoming Round Table Conference, to be convened by you as the Chief of State, as well as the visit for the purpose of conciliation to the Republic of the Congo by certain representatives appointed by the Advisory Committee, will help to resolve internal conflicts by peaceful means and to preserve the unity and integrity of the Congo. I need not restate the great importance which I have attached to the task of the Conciliation Commission in assisting the Congo in arriving at a satisfactory solution of its internal difficulties.



I remain of the hope that I can count on your full co-operation enabling this commission to become a helpful agency in securing reconciliation and permitting it to assist the political leaders of the Congo in settling their disputes in the interest of maintaining the country's unity.

You will no doubt wish to note that the Anglo-American draft resolution also requests the Secretary-General to continue his vigorous efforts to ensure that no foreign military or para-military personnel are introduced into the Republic of the Congo and calls, as did the General Assembly resolution of 20 September, upon all states to refrain from direct and indirect provision of arms or other materials of war and military personnel and other assistance for military purposes in the Congo while the United Nations provides military assistance. The draft resolution specifically states that the provision of arms and war material and personnel can only be given at the request of the United Nations through the Secretary-General. The importance of this is obvious and clearly outlines the philosophy of the sponsors concerning the role which the United Nations is to play. I may add at this point that the Government of Belgium voted in favour of this resolution, a fact which may be of some significance if viewed against some of the difficulties which the United Nations recently encountered. Finally, and perhaps most significantly, the draft resolution also requests all Congolese to lend practical co-operation to the United Nations in order that the purposes that guide the United Nations Operation in the Congo can be fruitfully achieved.

It may be of interest to you to note that the ~~eight-power~~ draft resolution urged inter alia that measures be taken forthwith to prevent armed units and personnel in the Congo from any interference in the political life of the country as well as from obtaining any material or other support from abroad. The vote for the resolution containing this paragraph was not too sizeable, but it reflects a widespread critical reaction caused by the difficulties which have characterized the recent relationship between the UN and the Armée Nationale Congolaise; you find the same reaction in some of my statements which echoed a conviction I have met also among many of those who voted against the said resolution.

This brief analysis of the draft resolutions which were before the General Assembly indicates quite clearly that the overwhelming membership of the United Nations, including those who have made contributions to the United Nations Operation in the Congo, continue to exhibit the same interest in the welfare of the Congo as they have in the past. They are, however, much concerned about the impact which the internal affairs of the Congo may have upon the world at large and they obviously do not wish at this time to dissociate the United Nations from the affairs of the Republic of the Congo for fear that a withdrawal of United Nations contingents would not only pave the way for civil war, with inestimable international implications but that such a withdrawal might even lead to a conflagration of wider scope.



In this connexion, I must draw to your attention the great concern which the recent developments in the Congo have given me and which in general terms I conveyed to the General Assembly, namely my concern about a developing civil war involving various sections of the Congo and its unavoidable effect upon the presence of the United Nations Force. It is quite obvious that if such a development should take place, the United Nations, being by its mandate prohibited from taking sides in any internal conflict, would be placed in an untenable position since it would have to stand aside in the developments which are so clearly opposed to those which the United Nations has attempted to foster in the Congo. I sincerely trust that no situation will develop which would give me no choice but to recommend to the Security Council that it authorize the withdrawal of the United Nations Force from the Republic of the Congo, thus throwing on the authorities of the Congo the full responsibility of maintaining law and order, unaided by the UN and without possibility to recourse from other military assistance from outside, in view of the extremely grave risks involved in such assistance at the present juncture. I am certain, Mr. President, that you share my view that this renders military moves activating the problem of a UN withdrawal most inadvisable.

I am personally convinced that you yourself see these difficulties and that it is your solemn determination to use your influence for a peaceful solution of the Congo's internal problems. The basis for such a solution must quite clearly be the unreserved acceptance of a United Nations Force by the Congolese authorities and the non-interference in the performance of its tasks to maintain peace and order. Events such as those which have recently taken place at Kitona and Bukavu are, of course, intolerable. There is no excuse for the arbitrary action taken by the Armée Nationale Congolaise against the United Nations Force and the time has come when you as Head of State must make an unequivocal declaration in order to enable us to continue. I am deeply convinced that it is imperative to reach a clear understanding concerning the conditions under which the United Nations can usefully remain and serve in the Congo. At this time, when the unity of the Congo is likely to be threatened more than ever before, I felt it my duty to bring these matters to your urgent attention.



C/ORG 200 CONGO

ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

INTER - OFFICE MEMORANDUM

12 December 1960

A. Dr. S. Linnér *SL*

DE : V. Umbricht *Umbricht*

OBJET : Missions to foreign countries

I told you some days ago that I strongly insisted with M. Ndele to stop all unnecessary missions to foreign countries. In addition, I explained to him and some of his colleagues that the place of the Commissaires généraux in these days and considering the difficulties, is Léopoldville and not some spot of amusement in Europe.

As you can see from the attached "Note de service", signed by M. Ndele, he has taken this advice to heart and has not only stopped all new missions but also cancelled all authorizations and allocations of currencies already granted. Good show.

In order to avoid any possible misunderstanding, I have asked for the signed original of these directives which was given to me and is on our files.

Enclosure



Léopoldville, le 30 novembre 50

-----  
Objet :  
Voyages à l'étranger  
-----

NOTE DE SERVICE.-  
-----

A TOUS LES COMMISSAIRES GENERAUX  
-----

Compte tenu de l'état de la Trésorerie et du  
manque de devises étrangères,

Compte tenu de la nécessité de maintenir en  
fonction les responsables des différents Commissariats  
Généraux et des différents services administratifs, le  
Commissariat Général aux Finances a pris la décision de post-  
poser toutes les MISSIONS A L'ETRANGER quelque en soit l'objet.

Les fonctionnaires ou agents de l'Etat qui  
auraient déjà obtenu des autorisations de transfert ainsi  
que des chèques de voyage, sont tenus de les rembourser  
dans les plus brefs délais en justifiant les débours éventuels.

LE VICE-PRESIDENT DU COLLEGE DES COMMISSAIRES  
COMMISSAIRE GENERAL AUX  
FINANCES,

A. NDELE.



C/OK 200 Congo

5 December 1960

5

DRAFT OF LETTER TO PRESIDENT KASA-VUBU

Your Excellency,

I wish to refer to paragraphs 20 and 21 of my report to the Secretary-General dated 22 November 1960 and to the addendum to that report issued on the 25th of the same month describing the arrests and maltreatment to which certain members of the United Nations personnel, both civilian and military, have been recently subjected by the Armée Nationale Congolaise in Léopoldville. I also wish to refer to my note of 2 December to the Provincial Government of the Province Orientale (copy attached) in which I raised a formal protest for the harsh and humiliating treatment that has been inflicted upon the United Nations civilian personnel during the last few days by the Congolese authorities in that city.

As I have personally stated to you and have reiterated in some of my written communications, in all cases where technical assistance is rendered by the United Nations to a Member Government, the dignity and security of the United Nations personnel are unfailingly ensured by the host Government itself.

It is a matter of public knowledge that this has often not been the case in the Congo. The cases listed in the above mentioned documents are, unfortunately, not unique. Other and equally grave incidents involving United Nations personnel have taken place in other provinces and at different times - and since no formal guarantee against their recurrence has ever been given by the Congolese authorities, it can be justifiably presumed that similar vexations may be expected in the future.



Let me say once again that the United Nations personnel who are working in the Congo have come here in pursuance of the mandate of the Security Council and the General Assembly and at the express invitation of your Government. They have disinterestedly come to serve your Government and the Congolese people, and have done so and continue to do so with loyalty and devotion. Moreover, they are your Government's guests.

Being, however, under the constant threat of arbitrary arrests and ill-treatment by the Armée Nationale Congolaise and the Gendarmerie, it is becoming increasingly difficult for the United Nations civilian personnel effectively to carry out their important functions. For the same reason, we are finding it increasingly difficult to recruit the additional technical personnel so urgently needed by the Congo. I am sure that you will readily agree that no one can be expected willingly to expose himself to the possibility of undignified treatment.

In view of the foregoing, it is my duty to inform you that unless definite guarantees are formally and publicly given by the civilian and military authorities of the Republic of the Congo with regard to the protection and respect to which the United Nations personnel are legitimately entitled, we will have no other course but to withdraw a certain number of our experts from their present assignments in order to concentrate them in areas where they can enjoy the full protection of the United Nations Force.



*however,*  
The interests of the Congolese people require <sup>^</sup>that the United Nations programme of technical assistance be uninterruptedly continued in an atmosphere of mutual friendliness and consideration. I would therefore respectfully suggest that the following steps be taken:

- a) the issuance of a public official declaration by the President of the Republic of the Congo according to the United Nations personnel the requisite privileges and immunities, including freedom from arrest or detention, and requesting the Presidents of the Provincial Governments and their representatives to lend their support in safeguarding the security and welfare of the United Nations personnel, and
- b) the issuance by the Chief of Staff of an order instructing all units of the Armée Nationale Congolaise to ensure the protection of the United Nations civilian personnel.

I should be grateful to receive a reply at your earliest convenience.

Veuillez agréer, etc.



C/ORG 200 CONGO

2 December

0

Mr. W.W. Cox, Legal Adviser to  
the Special Representative  
S. Linner, Chief, UN Civilian Operations  
in the Congo

Letter from the Commissaire Général aux Transports  
et Communications to the Chief of ICAO team

.... Please find attached herewith copy of a letter dated 12 November, addressed to the Chief of ICAO team, from the Commissaire Général des Transports et Communications. Mr. Fournier has never received the original, and the copy was given to him on 1 December.

It certainly calls for a statement of policy to determine to what extent we may be prepared to comply with the requirements included in the letter, especially in its second paragraph, namely, that "les contrôleurs de la circulation aérienne seront soumis hiérarchiquement et techniquement à l'autorité du Directeur de l'Administration de l'Aéronautique Civile de la République." This would mean that, practically speaking, our team will be under the control and supervision of Belgian advisers.

I would greatly appreciate your views on this matter.



Léopoldville, le 12 novembre 1960

No 261 / CAB.

O B J E T :

Sécurité aérienne  
Contrôle de la circulation aérienne.

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION

- Présidents des Assemblées Provinciales (Tous)
- DROMES (TOUS) : escales Air Congo
- PROTRAS (TOUS)
- PRORADIO (TOUS)

A Monsieur le Représentant de l'Organisation des Aviations Civiles Internationales "O A C I" à  
LEOPOLDVILLE.-

Monsieur le Représentant,

Me référant aux multiples conversations que nous avons eu le plaisir d'avoir en mes bureaux et dans lesquelles je vous exprimais les soucis majeurs de notre République à savoir: réorganiser son administration et lui faire jouer son vrai rôle, j'ai le plaisir de vous annoncer que l'Administration de l'Aéronautique civile reprend dès ce jour, la haute direction des services de la sécurité aérienne sur tout le territoire de la République.

Il s'ensuit que tous les techniciens oeuvrant dans notre République à quelque titre qu'ils soient utilisés et quelque nationalité qu'ils appartiennent, notamment les contrôleurs de la circulation aérienne seront soumis hiérarchiquement et techniquement à l'autorité du Directeur de l'Administration de l'Aéronautique Civile de la République.

Il appartiendra donc à cette Autorité de décider du nombre et de la qualité des personnes autorisées à exercer les fonctions de contrôleurs de la circulation aérienne sous la surveillance des Commandants d'aéroport.

Je vous saurais gré de bien vouloir communiquer au Directeur de l'Aéronautique Civile à LEOPOLDVILLE, la liste des techniciens que vous mettez à la disposition de la République.

Cette liste doit en outre comprendre :

- Nom
- Prénoms
- Nationalité
- Etat Civil
- Lieu et date de naissance

.../...

\* A statement of policy is required from the Chief of Civ. Operations (see Mr. Balkuski) to determine to what extent we are prepared to comply with this requirement.



- Qualifications OACI (date et numéro de la licence exigée pour exercer la fonction)
- Lieu d'affectation actuelle
- Date d'entrée sur le territoire de la République.

Je vous rappelle que nul ne peut exercer les fonctions de contrôleurs de trafic aérien s'il n'est titulaire d'une licence délivrée par un pays membre de l'OACI validée par les services de la République et s'il n'a pas l'accord de la direction de l'Aéronautique.

LE COMMISSAIRE GENERAL  
AUX TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS  
MUKENDI Aubert-Kizito.

*[Signature]*  
71



## UNITED NATIONS - NATIONS UNIES

INDICATE  
PRIORITY

S V C Service	FFFFF Routine	SSSSS Priority	PRIORITE NATIONS
------------------	------------------	-------------------	---------------------

Priorité Nations traffic  
is strictly limited.

N R

Address (es)

IRSAC  
LWIRO, CONGO

C/ORG 200

Congo

2/DEC/60

Finance Ministry

(TEXT &amp; SIGNATURE)

insert pref &amp; / or number as required

USE DOUBLE SPACING.

REPLYING YOUR CABLE 28 NOVEMBER COMMISSIONER GENERAL NDELE  
 ASSURED UNOC REPRESENTATIVE 1 DECEMBER MINISTRY FINANCE  
 LEOPOLDVILLE PREPARED MAKE NOVEMBER DECEMBER PAYMENTS STOP  
~~SUGGEST YOU CONTACT LECLERCQ MINISTRY FINANCE CONCERNING~~  
~~MODALITIES~~

LINNER-UMBRIGHT  
 ONUC LEOPOLDVILLE

T. O. R.

BY:

T. O. D.

Drafted by :

Authorized :

Date :

R. West  
 room 341



C/O R. 6200 Congo

Léopoldville, le 14 octobre 1960

COMMISSAIRES GENERAUX

Voici la composition de l'équipe. Elle se compose des Commissaires Généraux et des Commissaires:

- 1) Commissaire Général des Affaires Etrangères: Justin Bomboko;  
Commissaire Albert Loliki.
- 2) Commissaire Général à la Défense Nationale: Fernand Kazadi;  
Commissaire P. Watuma.
- 3) Commissaire Général des Finances et des affaires Monétaires:  
Albert Ndele; Commissaire P. Mushiete et P. Malimba.
- 4) Commissaire Général à l'Information: Albert Bolela.
- 5) Commissaire Général à l'Education Nationale: Mario Cardoso;  
Commissaire Cléophas Bizala.
- 6) Commissaire Général aux Affaires Economiques et au Plan:  
Joseph Mbeka; Commissaire V. Ngoie.
- 7) Commissaire Général à la Justice: M. Lihau; Commissaire  
E. Tshisekedi.
- 8) Commissaire Général à l'Intérieur: Joseph Nussbaumer; Commissaire  
Daniel Kandolo.
- 9) Commissaire Général à la Santé Publique: Marcel Tshibamba;  
Commissaire Martin Ngwete.
- 10) Commissaire Général à l'Agriculture: Pierre Lebughe.
- 11) Commissaire Général au Travail et Prévoyance Sociale: Charles  
Bokanga; Commissaires: A. Boboliko, A. Mpase et J. Mukamba.
- 12) Commissaire Général aux Travaux Publics: A. Mukendi.
- 13) Commissaire Général aux Transports et Communications: E. Kashemua;  
Commissaire H. Tazikala.
- 14) Commissaire Général à la Fonction Publique: A. Bindo.

Messieurs Justin Bomboko et Albert Ndele sont respectivement Président et Vice-Président de la Commission des Commissaires Généraux et Commissaires.





CABINET  
DU CHEF DE L'ETAT

*Parvenue*  
Léopoldville, le 26 septembre 1960.

A Monsieur S. LINNÉ,  
Chef des opérations civiles de l'O.N.U.  
du Congo  
LEOPOLDVILLE.

N° \_\_\_\_\_

Objet :

Monsieur,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 21 courant pour laquelle nous vous remercions bien sincèrement.

Nous devons vous dire que Monsieur DAVID, ce haut fonctionnaire fort compétent, nous a rendu d'éminents services et comptons le conserver en qualité de conseiller technique.

Nous le laissons juge de nous dire, sans nuire à ses nouvelles responsabilités, dans quelle mesure il peut continuer à nous aider, même s'il doit s'absenter momentanément de Léopoldville.

Nous vous signalons que nous transmettons à Monsieur DAVID lui-même copie de la présente.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée.

LE CHEF DE L'ETAT,

J. KASA-VUBU.



C/ORG 200  
Congo

Pers

Le 21 septembre 1960

Excellence,

Au début de ce mois, vous avez bien voulu nous demander de mettre à votre disposition un haut-fonctionnaire de l'ONUC pour aider, en qualité de conseiller technique, à réorganiser les services administratifs de la Présidence. Nous avons désigné, avec votre accord, M. Jean David, Représentant résident adjoint de l'Assistance technique, pour assurer temporairement cette tâche.

Ses nouvelles responsabilités ont obligé M. David à délaisser ses activités normales concernant le programme d'assistance technique de l'ONUC. Afin de ne pas ralentir davantage l'exécution de ce programme, nous nous trouvons maintenant dans l'obligation de demander à M. David de reprendre ses activités normales et en particulier de lui confier une urgente mission spéciale qui l'obligera à s'absenter de Léopoldville.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances de ma plus haute considération.

SL

S. Linner  
Chef des opérations civiles  
de l'ONU au Congo

Son Excellence  
Monsieur Kasa-Vubu  
Chef de l'Etat  
En sa Résidence  
Léopoldville  
Congo



C/ORG ZOO Congo

DISCOURS DE MONSIEUR A. GIZENGA VICE-PREMIER MINISTRE  
DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

8

Excellence,

.....  
.....

C'est avec un grand plaisir empreint de beaucoup de gratitude qu'au nom du Gouvernement de la République du Congo je vous présente les souhaits de bienvenue parmi nous.

J'aurai à rappeler, Excellence, certains faits. Ces faits vous les connaissez, certes, mais leur rappel, maintenant que l'action de l'ONU est engagée en République du Congo, les replace dans un contexte susceptible de vous aider dans la tâche pleine d'embûches dont vous vous acquittez avec autant de courage que de dévouement.

J'aurai à exprimer le sentiment de mon Peuple à propos de l'aide que l'Organisation des Nations-Unies nous apporte, et ce sentiment, s'il est parfois sincère, vous pouvez être convaincu Excellence, qu'il est toujours juste et ne peut en conséquence que consolider l'amitié sincère entre les Peuples.

Voulant oublier près d'un siècle de souffrance, d'oppression, d'exploitation, d'humiliation, bannissant de nos coeurs tout sentiment de haine, voulant jeter entre le Peuple Congolais meurtri et le Peuple Belge un Pont d'amitié et de fraternelle Collaboration mon Gouvernement signait le 29 juin 1960 un Traité d'amitié et d'Assistance Technique avec le Gouvernement Belge.

Le 30 juin 1960, le Congo, dans les limites de la Colonie ex-Belge du même nom, proclamait son Indépendance, s'érigait en REPUBLIQUE une et indivisible et était reconnue de la plupart des Nations du Monde dont la Belgique.

Le 7 juillet 1960 l'admission de la République du Congo a été recommandé par le Conseil de Sécurité à l'assemblée générale des Nations Unies qui se tiendra en septembre 60.

Le Peuple du Congo, solidaire de son Gouvernement, ne manifesta aucune haine, n'engagea aucune action hostile contre ses maîtres de la veille. Une aube de confiance s'annonçait.

Mais ce n'était qu'illusion, car cette disposition de fraternité n'était pas du tout partagée par la Belgique dont le  
.../...



Gouvernement s'engagea, six jours à peine après la proclamation de notre Indépendance, dans une inadmissible guerre, de reconquête coloniale et provoqua directement la tentative de secession de la Province du KATANGA.

Devant cette perfide agression commise contre des populations confiantes, pacifiques, et tout à la joie de l'Indépendance fraîchement recouvrée, nous aurions pu décréter le "PEUPLE EN ARMES" et engager une action d'hostilité totale contre les Belges vivant au Congo. Nous avons la certitude, Excellence, que nous serions soutenus de façon inconditionnelle par tous les Peuples Indépendants d'Afrique et même d'Asie et que nous n'aurions pas été abandonnés par les nombreuses Nations anticolonialistes et éprises de justice de l'Est comme de l'Ouest.

Notre cause est juste et nous sommes convaincus que nous aurions eu rapidement raison des Belges figés dans un colonialisme archaïque.

Cela, Excellence, nous ne l'avons pas fait. Nous avons tenu notre Peuple désarmé et avons fait appel à l'Organisation des Nations-Unies pour qu'elle envoie une Force Internationale mettre les agresseurs hors de la totalité du Territoire de la République du Congo, afin de permettre au Gouvernement Congolais d'assurer l'ordre, le respect de la loi, la marche de l'Administration et de l'Economie du Pays sans avoir à faire la guerre aux Belges.

L'Organisation des Nations-Unies a diligemment répondu à notre appel et au nom du Gouvernement Congolais, je vous remercie, Excellence, de cette diligence et vous prie d'exprimer la gratitude du Gouvernement et du Peuple Congolais aux Etats Membres des Nations-Unies qui nous ont si fraternellement apporté leur concours dans le drame que nous vivons.

Mais, Excellence, dois-je vous cacher les deux faits suivants qui troublent le Peuple Congolais ?

D'abord nous ne comprenons pas, le Peuple du Congo ne comprend pas que, nous les agressés, nous qui sommes chez nous, nous qui avons fait appel aux Forces Internationales armées, nous soyons systématiquement et méthodiquement désarmés alors que les agresseurs, les Belges, qui sont chez nous en pays conquis

.../...



gardent encore et ont toujours leurs armes et toute leur puissance de mort, et sont simplement priés de se regrouper sur certaines parties de notre Congo qu'on ose appeler "BASES BELGES"

Cette politique permet aux envahisseurs Belges d'une part de faire de temps en temps contre nos populations désarmées des sorties punitives tout en criant au viol, d'autre part, de continuer un pillage systématique du Pays et la corruption des mœurs afin de susciter des complots. La Belgique aura une note raisonnable à payer.

Le deuxième fait, Excellence, c'est de voir les Forces de l'Organisation des Nations-Unies, laisser la secession se consolider dans le KATANGA et les Belges s'y comporter comme en pays conquis sous le fallacieux couvert d'un pseudo-Gouvernement Provincial KATANGAIS que nous, Gouvernement légitime de la République du Congo, avons déclaré déchu.

Nous devons signaler à cet égard les lenteurs incompréhensibles portées au déploiement des Forces des Nations-Unies dans les Provinces occupées par les Troupes Belges et notamment dans le KATANGA dont le prétendu Gouvernement est en rébellion ouverte vis-à-vis de l'O.N.U.

Excellence, nous sommes ainsi en droit de nous inquiéter que l'histoire ne dise un jour, qu'en l'An de grâce 1960, le Gouvernement Congolais, mis en place par les représentants élus du Peuple, a laissé désarmer, diviser, piller ce Peuple. Nous sommes en droit de nous inquiéter du jugement de l'histoire, du jugement que tous les Peuples épris de Justice pourraient porter sur notre attitude d'aujourd'hui, toute de loyauté et de paix et qui ne traduit que notre volonté de trouver une solution pacifique au drame Congolais.

Dans l'état actuel des choses, puisque nous, Peuples Congolais, nous sommes désarmés, puisque les complots colonialistes qui sévissent dans le KATANGA ne sont pas subjugués, et si d'autres complots meurtriers arrivaient à être fomentés contre notre souveraineté, il apparaît clairement, Excellence, que seules les Forces de l'O.N.U. gardiennes de la Sécurité en République du Congo peuvent en supporter les lourdes responsabilités devant



le MONDE.

C'est pour cela que nous demandons que soit respecté sans restriction aucune les résolutions prises par le Conseil des Ministres, sur le retrait total des Troupes Belges.

Mais, Excellence, nous n'avons pas perdu confiance, vous êtes là prêt à appliquer intégralement et sans délai les Résolutions votées par le Conseil de Sécurité. Vous êtes parmi nous et nous savons tout le prix que vous attachez à la Justice et c'est pourquoi avant de terminer je vous renouvelle au nom de tout le Peuple Congolais, au nom du Chef de notre Gouvernement, Le Président Patrice LUMUMBA, au nom de tous mes collègues du Gouvernement, les chaleureux souhaits de bienvenue dans la République du Congo.

VIVE LES NATIONS UNIES

VIVE LA REPUBLIQUE INDEPENDANTE ET SOUVERAINE DU  
CONGO

VIVE LA PAIX



C/ORG 200 Congo

Le 10 septembre 1960

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le porteur de cette lettre, M. Eleazar Brzak des Nations Unies. Sa mission est de représenter auprès de votre gouvernement le Bureau du chef des opérations civiles de l'ONU au Congo et il se tiendra à votre disposition pour toutes les questions relevant du domaine de l'administration publique et de celui des affaires économiques et sociales.

M. Brzak pourra également, si tel est votre désir, élaborer un programme d'assistance technique pour la Province Orientale. Cependant les demandes relatives à un tel programme devront être coordonnées par le Gouvernement Central.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir accorder à M. Brzak les égards, privilèges et immunités attachés à ses fonctions et faciliter, dans la mesure du possible, l'accomplissement de la mission dont il est chargé.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma plus haute considération.

S. Linner  
Chef des opérations civiles  
de l'ONU au Congo

Monsieur le Président  
Gouvernement provincial  
Stanleyville  
Province Orientale



C/ORA 200 Cuv. 787.  
Congo

Le 9 septembre 1960

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le porteur de cette lettre, M. John Grön des Nations Unies. Sa mission est de représenter auprès de votre gouvernement le Bureau du chef des opérations civiles de l'ONU au Congo et il se tiendra à votre disposition pour toutes les questions relevant du domaine de l'administration publique et de celui des affaires économiques et sociales.

M. Grön pourra également, si tel est votre désir, élaborer un programme d'assistance technique pour la Province de Kivu. Cependant les demandes relatives à un tel programme devront être coordonnées par le Gouvernement Central.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir accorder à M. Grön les égards, privilèges et immunités attachés à ses fonctions et faciliter, dans la mesure du possible, l'accomplissement de la mission dont il est chargé.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma plus haute considération.

*h*  
S. Linner  
Chef des opérations civiles  
de l'ONU au Congo

Monsieur le Président  
Gouvernement provincial  
Bukavu  
Kivu



C/ORG 200 C-20

Le 9 septembre 1960

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le porteur de cette lettre, M. van der Goot des Nations Unies. Sa mission est de représenter auprès de votre gouvernement le Bureau du chef des opérations civiles de l'ONU au Congo et il se tiendra à votre disposition pour toutes les questions relevant du domaine de l'administration publique et de celui des affaires économiques et sociales.

M. van der Goot pourra également, si tel est votre désir, élaborer un programme d'assistance technique pour la Province de l'Équateur. Cependant les demandes relatives à un tel programme devront être coordonnées par le Gouvernement Central.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir accorder à M. van der Goot les égards, privilèges et immunités attachés à ses fonctions et faciliter, dans la mesure du possible, l'accomplissement de la mission dont il est chargé.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma plus haute considération.

*S.*  
S. Linner  
Chef des opérations civiles  
de l'ONU au Congo

Monsieur le Président  
Gouvernement provincial  
Congo-Kinshasa



C/ORG 200 Congo  
26 juillet 1960

A: Mr. Sture Linner, Résident Représentant - ONUC

De: J. P. David, Résident Représentant Adjoint - ONUC

Entrevue avec le Ministre du Plan du Gouvernement  
de la Province de Leopoldville en date du 26 juillet 1960


Le Ministre du Plan du Gouvernement Provincial de Leo, Mr. Pierre Tuna nous a fait savoir au cours de l'entrevue de ce matin qu'une conférence a eu lieu hier entre les patrons belges dont les établissements sont fermés et les autorités gouvernementales.

Le but de la conférence était d'aviser aux moyens de reprendre toutes les activités agricoles, industrielles et commerciales, activités qui ont été suspendues depuis le 4 juillet écoulé, en vue de résorber le chômage qui tend à créer une situation assez dangereuse dans la Province de Leo.

La Délégation Patronale a insisté auprès des autorités provinciales (du Président, du Vice Président et du Ministre) pour les mesures relatives à la sécurité des entrepreneurs belges.

Il a été décidé que les troupes des Nations Unies occupant en ce moment les points essentiels de la Province, d'envoyer une délégation auprès de l'ONU pour un échange de vues à ce sujet. Cette délégation est composée du Ministre du Plan, Mr. Tuna, et de Mr. De Prooter, délégué du Patronnat.

Il a été demandé à la délégation de rédiger un memorandum indiquant:

- a) la localisation des entreprises en question;
  - b) le nombre de chômeurs (en chômage du fait des récents événements) par localité.
- 



Cong 200 Gov  
Congo

# LIST OF GOVERNMENT OFFICIALS

## Tel.

1. Chef de l'Etat	4358	Joseph Kasa-Vubu
2. Président du Sénat		Joseph Ileo (Adoula, Yumbu - V.P. Prov. Council, Léopoldville)
3. Présidence de la Chambre des Représentants		G.G. Kasongo
4. Premier Ministre et Ministre de la Défense Nationale	2507 4700	LUMUMBA, Patrice (MNC) (Chef de Cabinet: Kandolo Secrétaire: Lumbala Assistant: v. Grootaert)
5. Vice-Premier Ministre	2280	GIZENGA, Antoine (PSA)
6. Ministre des Affaires Etrangères	4817	BOMBOKO, Justin (Unimongo)
7. " du Commerce Extérieur		BISUKIRO, Marcel (Cerea)
8. " résidant en Belgique	5607	DELVAUX, Albert (Luka-PNP)
9. " délégué à l'ONU	3293	KANZA, Thomas (Abako)
10. " de la Justice	5607	MWAMBA, R. (Balubakat)
11. " de l'Intérieur	5236	GBENYE, Chr. (MNC)
12. " des Finances	4046	NKAYI, Pascal (Abako) (S-G. Albert Ndele)
13. " des Aff. Economiques		YAVI, Joseph (Conakat) (Chef de Cabinet: v. Waeyenberge)
14. " de la Coordination économique & du Plan	5633	KABANGI, Aloïs (MNC) (Alfred Nguvulu S-G. Joseph Mbeka Follow-up on instructions: S i m b a)
15. " des Travaux Publics	3044	ILUNGA, Alph (UNC)
16. " des Communications	3043	SONGOLO, Alphonse (MNC)
17. " de l'Agriculture	3879	LUTULA, Joseph (MNC) (Labuque, Chef de Cabinet Sokony)
18. " du Travail	3404	MASSENA, Joachim (PSA)
19. " des Classes Moyennes	4320	MBUYI, Joseph (MNC)
20. " de la Santé Publique	3279	KAMANGA, Gr. (Coaka)
21. " des Mines		RUHADINGWA, (Reko)
22. " des Affaires Foncières		MAHAMBA, Alex. (MNC)
23. " des Affaires Sociales		NGWENZA, Ant. (Puna)
24. " de l'Education Nationale et des Beaux Arts	4411	MULELE, Pierre (PSA) - Borrás
25. " de l'Information et Affaires Culturelles		KASHAMURA, Anic. (Cerea.)
26. " (de la Jeunesse et des Sports)	4543	MPOLO, Maurice (MNC)
27. " (Commandant en Chef à la Fonction Publique	5391	GENGE, A. (PUNA)

## MINISTERES D'ETAT

Ministre d'Etat - Membre du Conseil des Ministres

" " "  
" " "  
" " "

GRENFELL (MNC)  
KISOLOKELE (Abako)  
BOLYA, Paul (PNP)  
GENGE, André (PUNA)



LISTE DES MEMBRES DU PREMIER GOUVERNEMENT CONCORDAIRE  
PRESIDE PAR MONSIEUR PATRICE LUMUMBA.

1. Premier Ministre & Ministre de la Défense Nationale	: LUMUMBA Patrice	(M.N.C.)
2. Vice-Premier Ministre	: GIZEMBA Antoine	(P.S.A.)
3. Ministre des Affaires Etrangères	: BOMBOGO Justin	(UNION)
4. Ministre du Commerce Extérieur	: BEMUKIRO Marcel	(CENEA)
5. Ministre résident en Belgique	: DELVAUX Albert	(LIBRAIRIE)
6. Ministre délégué à l'O.N.U.	: KANZA Thomas Sciences Pédagogiques et Psychologiques - Louvain - Etudes Collège de l'Europe	(Université) (Technique)
7. Ministre de la Justice	: MIAMBA Remy	(BALYEMBA)
8. Ministre de l'Intérieur	: GHEVET Chrystophe	(M.N.C.)
9. Ministre des Finances	: NKAYI Pascal	(AMBO)
10. Ministre des Affaires Economiques	: YAVA Joseph (en stage à Bruxelles)	(CONCART)
11. Ministre de la Coordination Economique et du Plan	: KABANGI Aloïs : MANAMBA ALEXANDRE	(M.N.C.)
12. Ministre des Travaux Publics	: ILUNGA Alphonse	(UNION NATIONALE HAUT CONGO- LAIRE)
13. Ministre des Communications	: SONGOLO Alphonse	(M.N.C.)
14. Ministre de l'Agriculture	: LUTULA Joseph	(M.N.C.)
15. Ministre du Travail	: NGENZA Joseph	(P.S.A.)
16. Ministre des Classes Moyennes	: MBUYI Joseph	(M.N.C.)
17. Ministre de la Santé Publique	: KAMANGA Grégoire Assistant Médical - Lovanium.	(SCAMA)
18. Ministre des Mines	: NULAHINDWA Edmond Service des Mines à Bakwa - Délégé à la Conférence Internationale de l'O.N.U. pour l'Etain - Président	(M.N.C.)
19. Ministre des Affaires Foncières	: MANAMBA Alexandre	(M.N.C.)
20. Ministre des Affaires Sociales <del>et des Affaires Sociales</del>	: NGENZA Antoine <del>et des Affaires Sociales</del>	(FUNA)
21. Ministre de l'Education Nationale et des Beaux-Arts	: MULELE Pierre	(P.S.A.)
22. Ministre de l'Information et des Affaires Culturelles	: KASHAMBA Anicet	(CENEA)
23. Ministre de la Jeunesse et des Sports	: NULI Charles	(M.N.C.)



SECRETARIATS D'ETAT.

1. Secrétaire d'Etat à la Présidence : MONTU Joseph (M.N.C.)  
: LUMBALA Jacques (P.N.F.)
2. Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères : MANDU André (Technicien) (Université)  
Sciences Politiques et  
Diplomatiques - U.L.S.
3. Secrétaire d'Etat au Commerce Extérieur : KTESMA Antoine (M.N.C.)
4. Secrétaire d'Etat aux Finances : FANTANU André (Universitaire)  
Chef de bureau aux Affaires  
Intérieures du C.G. (Technicien)
5. Secrétaire d'Etat à la Justice : LIONGO Marius (Technicien)  
Greffier en Chef Adjoint au Parquet  
de Léopoldville - Président Général  
de l'A.P.I.C.
6. Secrétaire d'Etat à l'Intérieur : BATHEKAMA Raphaël (ABAKO)
7. Secrétaire d'Etat à la Coordination Econo-  
mique et au Plan : NGUVULO Alphonse  
Fonctionnaire au C.G. - Président  
du Parti du Peuple.
8. Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale : NYEMBO Albert (CONAKAT)
9. Secrétaire d'Etat à l'Information et  
aux Affaires Culturelles : BOLAMBA Antoine (M.N.C.)  
Directeur - chef de service au  
Commissariat Général à l'Information.

MINISTRES D'ETAT.

1. Ministre d'Etat - Membre du Conseil des Ministres : GUENFELL Georges (M.N.C.)
2. Ministre d'Etat - " " " " : KISOLKELE Charles (ABAKO)
3. Ministre d'Etat - " " " " : BOLYA Paul (P.N.F.)
4. Ministre d'Etat - " " " " : GENGHE André (FUNA)

LEOPOLDVILLE, le 23 juin 1960.

P. LUMUMBA,  
Formateur du Gouvernement.



*C/ORG 200 Congo  
Govt.*

-S/E:-

CCNGO BELGE

Léopoldville, le 20 avril 1960.-

COMMISSARIAT GENERAL  
A L'INFORMATION

N° 041/1795

NOTE A 041 - 042 - 043 - 044 - 045.

Le 2 mai prochain le nouveau central téléphonique desservant l'ensemble des locaux de 04 sera mis en service. Tous les numéros existants sont supprimés et remplacés par un numéro unique : le 3171.

Vous trouverez, en annexe, la liste des numéros intérieurs des raccordements nouveaux.

Ci-après, le détail des manipulations à effectuer pour l'utilisation des nouveaux appareils installés

- 1°/ pour obtenir une ligne ville : décrocher, attendre le signal et former le 0.
- 2°/ pour les communications intérieures : décrocher, attendre le signal - former le numéro intérieur du correspondant à demander.
- 3°/ pour passer à un autre poste intérieur une communication de la "ville" qui ne vous est pas destinée
  - a) appuyer sur le bouton
  - b) former le numéro intérieur
  - c) annoncer la communication "ville"
  - d) décrocherà ce moment la communication "ville" est passée à l'autre poste intérieur
- 4°/ pour demander un renseignement à un numéro intérieur pendant qu'un correspondant "ville" est à l'appareil
  - a) appuyer sur le bouton
  - b) former le numéro intérieur
  - c) demander le renseignement nécessaire
  - d) appuyer sur le bouton, ce qui remet l'appareil en relation avec le correspondant "ville"

.../...

*Ministre de l'Éducation et Affaires Culturelles*

*Secrétaire d'État à  
l'Éducation et Aff. Cu*

*Chef de Cabinet*

*M. Charles Akafol*

*Chef de Cabinet*



5°/ dix circuits intérieurs permettent l'établissement des communications entre les appareils intérieurs.

Quand ces dix circuits sont tous occupés, il est impossible d'acheminer une communication venant de la ville vers un quelconque poste intérieur. A ce moment se fait entendre dans une des communications intérieures le signal d'occupation; dès qu'il se produit, il faut interrompre immédiatement la communication intérieure en cours.

LE SOUS-DIRECTEUR  
CHEF DE LA SECTION ADMINISTRATIVE  
A.SAMUEL



CENTRAL TELEPHONIQUE : 3171

Numéros d'appel

Fonctions	Noms	Intérieur	Direct	Habitation
Commissaire Général	Hemelleers	201	5286	2682
Commissaire Général adjoint pal	Lenain	202	5382	5295
Chef de bureau	Hollants	203	5289	5254
Secrétariat 04	Joiris	205		
☐ Chef 1e Section(041)	Samuel	230		3776
1er bureau	Serre	231		
Questions de personnel	Powis	232		
Expédition-courrier	Elenga	233		
Central téléphonique	Ebongwa	234		
Magasins	Stevclinck	236		
Comptabilité	Sion	241		
"	Muaka	242		
2e bureau	Coppois	235		2969
Cinéthèque	Georges	238		
	Lutula	237		
Salle de vision	-	245		
Cabine projection	-	248		
Magasin cinéthèque	-	244		
Photothèque	Dufays	243		
Dépt. Technique	Bokelo	239		
Commission contrôle	Peclers	240		
☐ Chef 2e Section(042)	.....	.....		
Chef de bureau	Verstraeten	286		
Chef de bureau adj.	Van Hecke	288		
Bibliothèque	Lobeya	287		
Documentation	.....	289		
☐ Chef 3e Section(043)	Lenain	202		
1er bureau(Presse)	Ugeux	290		4933
Congo Magazine	Collard	291		
Secrétariat 043	Melchior / Colette	292		
Dactylographie		293		
Chef rédaction C.M.	Colxin	294		
Collationnement	Grignard	295		
Expédition presse	Lopoke	296		
Salle expédition	Bongwala	297		
Clichographe	Noiret	298		
Labo photo	Goldstein/Lamote	299		5834
	Makula	247		7,31
Labo ciné	Philips	246		
2e bureau(R.P.)	Poelmans	204		2602
	Bolamba	207		
	Dactylos	206		



Chef 4e Section (RCB) Secrétariat Nouvelles	Vertommen	250	3754
	Sundi	251	
	Beckers	257	4279
	Godin	254	9676
	De Jongh	254	
Monitoring	Gabbai	261	5309
Chef télégra- phistes	Lumuluabo	253	
	Gerome	260	
Salle "		259	
Réd. française	Debongnie	{ 252	
	Burlion		
Chef réd. flamand Rédaction flamande	Van Impe	258	
	Fierens	255	
	Geerts, Wuyts	256	
Régie	Cottereau	{ 265	2640
	Roose		
Salle écoute régio Discothèque		266	
	Van Durme	264	
	Schumacker	263	
	Lusko	262	
Chef 5e Section (RCBA) Journ. chef réd. Rédaction Swahili/ Tshiluba	Lhermitte	270	
	Mossiat	271	
	Risasi/Kayembe/Mwale	272	
Rédaction française	Capelle/Jacques/Dievi/ Diakanua	273	
	Mongita/Tumawaku/Nkumu Nganga/Katshia	274	
Régie	Mignon/Kabasele Speakerines	{ 275	
Discothèque	Warnant/Verboven	278	
	Reis/Kongo	277	
Dactylos "		276	
Chaîne régionale	Ancelot	279	
	Athapol	280	
Chef studio Grande technique I Petites techniques Salle attente Grande technique II Salle attente Salle des copies Atelier radio Labo Bar	Barthelemy	222	
	Van Weddingen	212	3167
		213/214/215	
		216	
		217	
		218	
		219	
		220	
		221	
		223	
RCBA Province Léo	Leulier	285	

*Rédaction Langues Véciculaires*

*Palais Provincial Congo et Afrique*

*Partis  
47+...*